

Le géant bancaire HSBC se désengage d'un fabricant d'armes israélien suite aux pressions des militants des droits humains

27 décembre 2018 –
Communiqué de presse

- HSBC a confirmé aux militants qu'elle s'était totalement retirée du fabricant de drones israélien Elbit Systems, qui vend à l'armée israélienne des armes utilisées lors d'attaques contre les Palestiniens.
- Plus de 24 000 personnes ont communiqué par mail avec HSBC pour s'inquiéter de ses investissements dans Elbit Systems et d'autres sociétés vendant des armes à l'armée israélienne, et 40 succursales de la HSBC au Royaume-Uni ont été piquetées chaque mois pour la même raison.
- Les militants s'engagent à poursuivre la campagne, car HSBC entretient des relations commerciales avec plus d'une douzaine d'autres sociétés vendant des armes et des technologies à l'armée israélienne.

Les militants des droits de l'homme ont déclaré leur victoire

après que le géant mondial des banques, HSBC, ait confirmé sa décision de se séparer complètement du fabricant d'armes israélien Elbit Systems après une année de campagne.

Elbit Systems est un des plus grands fabricants d'armes d'Israël, réputé pour ses drones meurtriers utilisés lors d'attaques de civils palestiniens et commercialisés à l'étranger comme «éprouvés au combat». La société a également fabriqué du phosphore blanc et des systèmes d'artillerie pouvant être utilisés pour les armes à sous-munitions.

Elbit Systems a été exclu de fonds de pension et d'investissement du monde entier pour sa participation à la fourniture de systèmes de surveillance et d'autres technologies au mur de séparation israélien et aux colonies situées en Cisjordanie. Elbit a également fourni une technologie de surveillance à utiliser le long de la frontière américano-mexicaine.

Le lien de HSBC avec Elbit Systems a été révélé pour la première fois en 2017 dans un rapport de War on Want sur les relations commerciales des banques britanniques avec des sociétés vendant du matériel et des technologies militaires à Israël. La campagne appelant HSBC à se désengager des entreprises complices a reçu un élan décisif lorsque Palestine Solidarity Campaign et d'autres groupes ont adhéré, piquetant les succursales de la banque au Royaume-Uni pour ses relations avec Elbit et d'autres sociétés.

HSBC a une « Politique relative au secteur des équipements de défense » spécifiant que la banque ne fournirait pas de

services financiers aux entreprises impliquées dans la production ou la vente d'armes à sous-munitions. Les militants ont souligné que son implication dans Elbit Systems, même si elle s'affirmait depuis longtemps «au nom de ses clients», violait cette politique ainsi que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Selon des rumeurs, Elbit Systems serait sur une liste actuellement dressée par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises qui violent le droit international en soutenant l'entreprise israélienne illégale de colonisation.

Ryvka Barnard, responsable de la campagne sur le militarisme et la sécurité chez War on Want, a déclaré:

«HSBC a fait un premier pas positif en désinvestissant d'Elbit Systems, le fabricant réputé de drones, d'armes chimiques, de systèmes d'artillerie à bombes à fragmentation et d'autres technologies utilisées lors d'attaques contre des civils palestiniens, et de militarisation des murs et des frontières dans le monde entier. Faire des affaires avec des entreprises telles qu'Elbit, c'est profiter de la violence et des violations des droits humains, ce qui est à la fois immoral et contraire au droit international. »

«Toutefois, HSBC continue de traiter avec plus d'une douzaine de sociétés vendant du matériel et des technologies militaires, notamment Caterpillar, dont les bulldozers sont utilisés pour la démolition de maisons et de biens palestiniens, et BAE Systems, dont les armes sont utilisées pour les crimes de guerre par Israël, l'Arabie saoudite et d'autres régimes répressifs. »

Ben Jamal, directeur de la Palestine Solidarity Campaign (PSC) a déclaré:

« Cette annonce est la preuve positive que les campagnes collectives fonctionnent. Des centaines de personnes à travers le Royaume-Uni, y compris de nombreux membres et comités de la PSC, ont contribué à pousser HSBC à se séparer d'Elbit, au moyens de piquets de grève, de campagnes par mails et d'autres actions conçues pour faire pression sur la compagnie. L'annonce de HSBC démontre l'efficacité du boycott, du désinvestissement et des sanctions en tant que tactique contre le mépris constant par Israël du droit international et des droits de l'homme. Nous appelons maintenant HSBC à rester fidèle au principe de l'investissement éthique en coupant les liens avec toutes les entreprises qui soutiennent le régime militaire israélien. »

Contacts presse:

Ryvka Barnard (War on Want): rbarnard@waronwant.org / 07983 550 728

Hope Worsdale (Palestine Solidarity Campaign)
media@palestinecampaign.org / 07590862268

Notes aux rédacteurs:

– Le 23 décembre 2018, HSBC a confirmé sa décision et en a informé par courrier électronique War on Want et la Palestine Solidarity Campaign.

– Les participations de HSBC dans Elbit Systems ont été révélées pour la première fois dans le rapport de '[Deadly Investments](#)' de War on Want en juillet 2017, puis ont été suivies d'une [lettre à la société](#) détaillant la complicité d'Elbit dans la violence et exigeant un désinvestissement en septembre 2018.

– Pour plus d'informations sur Elbit Systems et l'exclusion

d'Elbit par des fonds de pension et d'investissement, voir la base de données '[Investigate](#)'.

– Les membres de Palestine Solidarity Campaign et d'autres militants ont organisé des [piquets de grève mensuels dans les succursales HSBC](#) HSBC du Royaume-Uni, appelant HSBC à se séparer d'Elbit et d'autres sociétés armant Israël, dans le cadre de la campagne «[Arrêtez d'armer Israël](#)».

– Pour plus d'informations sur la liste des entreprises impliquées dans les colonies israéliennes illégales par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et sur les rumeurs concernant la présence d'Elbit sur cette liste, voir [cet article](#) ainsi que les [questions et réponses](#) les plus récentes sur la liste.

– HSBC fait suite à d'autres entreprises et organisations qui ont cherché cette année à réduire ou à supprimer leurs liens avec les crimes de guerre et autres violations des droits des Palestiniens, notamment [Airbnb](#), les [Quakers de Grande-Bretagne](#) et l'[Université de Leeds](#).

Banking giant HSBC divests from Israeli arms manufacturer following pressure from human rights campaigners

Traduction : JPB pour BDS France

Source: [Waronwant](#)

La « saison » de propagande

France-Israël se termine en fiasco

Ali Abunimah – 3 décembre 2018

Des militants manifestent le 30 novembre à Paris devant le siège de la télévision publique française, exhortant le diffuseur à ne pas « blanchir l'apartheid israélien en transmettant le prochain concours de l'Eurovision » (BDS France)

Un énorme travail de propagande, sponsorisé par les gouvernements français et israélien, a été un échec, ont reconnu les responsables israéliens.

La dite [Saison France-Israël](#) était constituée de centaines d'événements « culturels » soutenus par les deux gouvernements, se déroulant sur six mois jusqu'à la fin novembre.

« Nous espérions que la culture aurait un impact diplomatique. Nous avons mis des sommes énormes dans cette opération, qui n'a eu aucun succès concernant l'image d'Israël en France », a dit la semaine dernière au journal [Le Monde](#) une source diplomatique israélienne.

BDS France, association qui soutient la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions, célèbre la reconnaissance de cet échec comme une victoire du militantisme pour la défense des droits des Palestiniens.

La Saison France-Israël a été une tentative « d'opération de blanchiment, pour laver l'État d'Israël de ses crimes contre le peuple palestinien, ses constantes violations du droit international et des droits de l'Homme universels », a déclaré samedi BDS France, faisant remarquer que des dizaines d'artistes français, dont le légendaire réalisateur Jean-Luc

Godard, avaient déclaré qu'ils n'y coopéreraient pas.

« Le public français n'est pas tombé dans le panneau et la propagande ne marche plus du tout », a ajouté BDS France. « Les défenseurs et complices de l'apartheid israélien sont de plus en plus isolés, et notre solidarité avec le peuple palestinien dans le cadre de la campagne BDS est plus forte que jamais. »

Les militants ont tenu des rassemblements contre les événements de la Saison France-Israël dans tout le pays, et l'un des premiers événements programmés – à l'université de Lille – a alors dû être abandonné.

« Beaucoup de ces événements présentés en France dans le programme de la Saison France-Israël ont eu lieu devant un maigre public », a dit BDS France. « Les préparatifs se sont déroulés dans une semi-clandestinité et les événements ont été annoncés à la dernière minute, tant les deux gouvernements craignaient des manifestations publiques. »

Rebuffade française

S'est ajouté à la déception d'Israël, selon Le Monde, le fait que le président Emmanuel Macron n'a pas tenu sa promesse d'aller en Israël pendant la saison.

En juin, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a eu droit à un accueil sur tapis rouge de la part de Macron pour l'ouverture à Paris au Grand Palais de la Saison France-Israël.

Cependant, des manifestants traitant Netanyahu de criminel de guerre et accusant Macron d'être son complice [ont réussi à bloquer les Champs Élysées.](#)

A la cérémonie d'ouverture, Macron avait promis d'aller en Israël pendant la Saison France-Israël, mais cela s'est conclu par une défection.

A l'irritation d'Israël, s'est ajouté le fait que le Premier ministre français Edouard Philippe a lui aussi annulé son projet d'assister à l'ouverture de la saison conjointe en Israël.

Bien que des difficultés d'emploi du temps aient été alléguées pour l'expliquer, Philippe est revenu sur sa promesse de faire ce voyage en automne, et il n'y a toujours pas de date dans son agenda pour y satisfaire.

[#saisonFranceIsrael2018](#) is coming to an end. We lived during six months an incredible time of dialogue and sharing. Six months of creation, innovation and cooperation. During six months we did honor to the friendship that binds our two nations. [@franckriester](#) <https://t.co/QuRl30JMtU>

– *La France en Israël (@ambfranceisrael) [November 30, 2018](#)*

Bien que la Saison France-Israël ait été lancée avec fracas, elle s'est achevée dans l'expression d'un gémissement, alors que seul le ministre français de la Culture, et aucun responsable israélien de haut rang, assistait le 29 novembre à la cérémonie de clôture à Tel Aviv.

La rebuffade du gouvernement français est signe qu'il se sent incapable d'ignorer ce que ressent le public, malgré la politique résolument pro-israélienne de l'administration Macron.

Manifestations contre l'Eurovision

Après la campagne réussie contre la Saison France-Israël, BDS France a déclaré que sa « prochaine étape, c'est la mobilisation contre la tenue de l'Eurovision 2019 en Israël ».

Des manifestations se sont poursuivies à travers l'Europe pour ne pas autoriser Israël à accueillir la prochaine édition du célèbre concours de chansons.

Le 30 novembre, des militants ont manifesté à Paris dans les locaux de la télévision publique française, exhortant le diffuseur à ne pas « blanchir l'apartheid israélien en transmettant le prochain concours de l'Eurovision ».

En Grande Bretagne, des militants ont tenu des rassemblements similaires devant les locaux de la BBC à Londres et à Manchester.

Today:

Dabke during Protest [@Eurovision](#) being staged in Israel.

Outside [@BBC](#) Studios in Media City [#Manchester](#)

*With [@ManPalestine](#) & [@ManchesterJAP](#) [#BoycottEurovision2019](#)
[#Eurovision](#) [#Eurovision2019](#) [#BDS](#) [#Boycott](#) [#Israel](#)
pic.twitter.com/6S5qA2kjJ0*

– ManchesterPSC ([@ManchesterPSC](#)) [December 1, 2018](#)

More photos from protest outside [@BBC](#) Studios in Media City Manchester against Eurovision 2019 being staged in apartheid Israel pic.twitter.com/Jc5AlNs2tX

– WMPSC ([@WMPSC](#)) [December 3, 2018](#)

Not everyone is happy with today's [@bbceurovision](#) news. Protestors have projected their objections to the UK's [#Eurovision](#) participation on BBC HQ. Looks like we are in for a bumpy ride between now and February (and, of course, May). pic.twitter.com/QprUmEQzdY

– wiwibloggs ([@wiwibloggs](#)) [November 30, 2018](#)

Almost 30,000 people have signed the petition calling on broadcasters and artists to refuse to participate in [#Eurovision2019](#) hosted by Israel.

Will you join them? Sign and share now!
[@Eurovision](https://t.co/mj2mTgKMJr@EBU_HQ) [#ESC2019](#)
[#DareToDream](#) [#BoycottEurovision2019](#)
<pic.twitter.com/4EKuwwfGSM>

– PACBI (@PACBI) [December 1, 2018](#)

Et il y a déjà eu des manifestations le mois dernier à l'extérieur des concerts de Netta Barzilai, gagnante pour Israël de l'Eurovision 2018, largement utilisée en tant qu'élément des efforts de propagande internationale, officiellement soutenus, du pays.

Mazel Tov on what looks like a very successful event. "We said NO to [#pinkwashing](#) & to Heaven hosting Netta Barzilai, who acts as a cultural ambassador for [#apartheid](#) [#Israel](#), YES to [#BDS!](#) <pic.twitter.com/FY2Di2tudM>" <https://t.co/YNxeLjnHBL>

– Jews Sans Frontieres (@jewssf) [November 23, 2018](#)

AMAZING dabke from Hawiyya outside Heaven tonight protesting Netta's [#pinkwashing](#) concert [#DontToyWithApartheid](#)
<pic.twitter.com/fsDN7iAWCY>

– LDNPalestineAction (@LondonPalestine) [November 21, 2018](#)

Même l'Organisation de Libération de la Palestine, qui est sous le contrôle du chef de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas, longtemps opposée au mouvement BDS, tente de s'y rallier – même si c'est de façon limitée.

L'OLP a demandé à l'Union Européenne de Radio-Télévision, organisme international qui produit l'Eurovision, de ne pas diffuser le concours dans les colonies israéliennes de la Cisjordanie occupée.

Il n'est pas certain qu'empêcher sélectivement la diffusion dans les seules colonies israéliennes soit même techniquement réalisable.

« Donner à Israël le privilège d'héberger l'Eurovision 2019 équivaut à l'en récompenser et à l'aider à dissimuler ses décennies d'occupation militaire et ses graves violations des droits nationaux et fondamentaux des Palestiniens », a déclaré la semaine dernière Hanan Ashrawi, membre du comité exécutif de l'OLP contrôlé par Abbas.

« A tout le moins, l'Union Européenne de Radio-Télévision (EBU) doit s'assurer que les colonies illégales d'Israël dans tout le territoire palestinien occupé soient strictement exclues de toute diffusion des activités de l'Eurovision. »

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : The Electronic Intifada

L'impact de BDS en 2018

BNC | 29 novembre 2018

Cher supporteur,

Aujourd'hui, c'est la Journée Internationale de Solidarité avec le Peuple Palestinien, et nous célébrons les avancées extraordinaires que le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens a obtenues avec votre soutien. Nous dévoilons les

crimes et la politique d'apartheid d'Israël et nous organisons une pression pour y mettre fin.

[S'il vous plait, faites un don pour nous aider à faire encore mieux l'année prochaine.](#)

Voici simplement quelques faits saillants de l'impact direct et indirect de BDS en 2018 :

- Juste la semaine dernière, **Airbnb a décidé de ne plus profiter des colonies israéliennes tout à fait illégales** sur la terre volée aux Palestiniens. Ceci faisait suite à une campagne internationale menée par la coalition d'organisations **#StolenHomes** (maisons volées), affiliée au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens, et des organisations de défense des droits de l'Homme.
- Plus tôt ce mois-ci, Ilhan Omar **est entrée dans l'histoire** en devenant le premier membre du Congrès américain à **souscrire publiquement à BDS** en séance.
- Rashida Tlaib, première femme palestino-américaine élue au Congrès, **a fait l'éloge du mouvement BDS et a soutenu la réduction de l'aide militaire américaine à Israël.**
- Des mobilisations à travers le monde ont convaincu **l'équipe nationale de football d'Argentine**, menée par son capitaine Lionel Messi, à annuler sa rencontre amicale avec Israël.
- La chanteuse vedette **Lana Del Rey** est devenue l'une des 19 artistes à se retirer du Festival Meteor d'Israël, après que des milliers de fans et de militants du monde entier l'ait exhortée à respecter l'appel au boycott des Palestiniens. **Shakira et Lorde** font partie des autres grandes artistes qui ont annulé leurs concerts cette année en Israël. Plus de 100 DJ et artistes de musique électronique ont rejoint le boycott culturel sous le **#DjsForPalestine.**
- D'importantes organisations du **mouvement des femmes indiennes**, qui représentent plus de 10 millions de femmes, ont souscrit au mouvement BDS et réclamé la

- libération de tous les enfants palestiniens prisonniers.
- **Amnesty International a appelé à un embargo sur les armes pour Israël.** Elle a dénoncé les États Unis et l'Union Européenne pour leurs accords militaires avec Israël et les a tenus pour responsables de « l'alimentation de violations massives » des droits fondamentaux des Palestiniens.
 - Le **Parti Travailleiste britannique** a récemment voté le gel des ventes d'armes à Israël. En Irlande, un **ministre d'État et 50 députés irlandais** ont appelé l'Irlande à cesser de fournir des armes à Israël. Plus tôt, Dublin est devenue la **première capitale européenne à souscrire à BDS** pour les droits des Palestiniens.
 - **Des parlementaires d'Espagne et du Portugal** ont pris position pour les droits des Palestiniens et ont dénoncé les crimes de guerre d'Israël et sa loi raciste « d'État-nation du peuple juif ». **Plusieurs villes d'Italie et l'État espagnol ont appelé à un embargo des armes sur Israël.**
 - Le Mouvement Black lives matter a émis une vigoureuse déclaration de solidarité avec le peuple palestinien et a appelé les États Unis à mettre fin à son aide militaire annuelle de 38 milliards de dollars à Israël.
 - **40 organisations internationales juives pour la justice sociale** reconnaissent que le mouvement BDS a un engagement reconnu dans le « combat contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme et de fanatisme ». Elles condamnent les tentatives pour étouffer la critique de la politique israélienne.
 - **Le Prix Nobel 2018** de Chimie, le professeur George P. Smith, a exprimé son soutien au mouvement BDS et à la baisse de l'aide militaire américaine à Israël.
 - **Adidas a cessé de parrainer l'Association de Football d'Israël (IFA)**, qui comprend des équipes basées dans les colonies illégales construites sur la terre volée aux Palestiniens, à la suite d'appels venus de plus de 130 clubs de sport palestiniens.

- Des syndicalistes et des militants des droits de l'Homme de Tunisie et du monde arabe **ont obligé la compagnie maritime israélienne Zim à suspendre ses trajets vers la Tunisie.**
- La **Fédération Canadienne des Étudiants**, qui représente plus de 500.000 étudiants, vient de voter à son Assemblée Générale annuelle le soutien au mouvement BDS.
- Leeds est devenue la **première université britannique** à se désinvestir de sociétés impliquées dans le commerce des armes avec Israël, suivant ainsi une campagne BDS par des militants de la solidarité avec la Palestine. L'université a désinvesti plus de 1.2 million de dollars d'avoirs de corporations qui font du commerce de matériel militaire avec Israël.
- Les Quakers sont devenus la **première église du Royaume Uni** à dire qu'elle « n'investira dans aucune société qui profite de l'occupation [militaire israélienne] ». Récemment, plusieurs églises américaines ont elles aussi voté le désinvestissement des sociétés israéliennes et internationales complices des violations des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël.
- Depuis **l'Afrique du Sud**, Nkosi Zwelivelile Mandela, membre du parlement et petit-fils de Nelson Mandela, a affirmé le rôle essentiel joué par BDS **pour mettre fin à l'apartheid israélien.**

[S'il vous plait faites un don à votre collecte de fonds de fin d'année, et aidez notre mouvement à devenir encore plus fort l'année prochaine.](#)

Ensemble nous pouvons, et nous réussirons à faire des mots « liberté, justice et égalité » non pas une aspiration, mais une réalité.

Solidairement,

Omar Barghouti

Comité National BDS (BNC) palestinien

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Elle conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BNC

Décision d'Airbnb de quitter les colonies illégales d'Israël : une victoire partielle pour les droits humains et contre l'impunité

Le 20 novembre 2018

Par le Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC) / États-Unis

Nous saluons la décision d'Airbnb de cesser ses activités commerciales dans les colonies illégales d'Israël en territoire palestinien occupé, suite à une campagne mondiale menée par Human Rights Watch et un certain nombre d'organisations affiliées au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

C'est un premier pas dans la bonne direction qu'Airbnb cesse de profiter du vol par Israël des terres appartenant aux

autochtones palestiniens et de leurs ressources naturelles.

Airbnb, cependant, se contredit en ne supprimant pas de ses listes les biens situés dans des colonies israéliennes illégales à Jérusalem-Est occupé, y compris dans la Vieille-Ville. Toutes les colonies israéliennes dans des territoires palestiniens – et syriens – constituent des crimes de guerres selon le droit international. Jérusalem-Est ne fait pas exception.

Le tourisme socialement responsable et les pèlerinages devraient exclure tout logement illégal. L'industrie israélienne du tourisme utilise les maisons volées à des réfugiés palestiniens, par exemple, comme hôtels, chambres à louer, restaurants et autres.

La campagne contre Airbnb devrait continuer jusqu'à ce que la compagnie respecte entièrement ses obligations en matière de droits humains.

Nous reconnaissons aussi le rôle d'Airbnb au niveau mondial dans la détérioration systématique du droit au logement et du travail syndiqué dans le secteur hôtelier. Nous sommes solidaires avec ceux qui s'organisent pour que la compagnie rende des comptes sur ces sujets.

Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC)

Le Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition au sein de la société civile palestinienne. Il mène et soutient le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions movement pour les droits des Palestiniens.

Traduction : MUV pour BDS France

Source : [The Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#), États-Unis

Plus de la moitié des conférenciers invités se retirent d'un colloque scientifique dans une université israélienne des colonies

20 août 2018 / Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Six des onze conférenciers invités ont confirmé l'annulation de leur participation à un colloque de physique à l'université Ariel, construite en territoire palestinien occupé dans une colonie israélienne illégale. Les universitaires palestiniens demandent aux conférenciers restants de se retirer de la conférence.

La lettre suivante a été envoyée le 2 août 2018 aux conférenciers invités du colloque « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » qui doit se tenir du 3 au 6 septembre à l'université Ariel. Cette université est construite en terre palestinienne occupée, dans la colonie israélienne illégale d'Ariel. Plus de la moitié de ceux invités à parler ont confirmé qu'ils n'y assisteraient pas. Bien que certains se soient retirés depuis plusieurs semaines, le [site web du](#)

colloque continue, de manière trompeuse, à afficher leurs noms. Nous demandons aux conférenciers restants de soutenir leurs collègues palestiniens et de se retirer du colloque.

Nous vous écrivons en tant que conférencier invité au [colloque](#) intitulé « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » à l'université Ariel, 3-6 septembre 2018. Nous, Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) et Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), nous vous demandons d'annuler votre participation à cette université, qui est construite en terre palestinienne occupée en violation du droit international.

L'université Ariel est construite dans la colonie israélienne illégale du même nom en Cisjordanie palestinienne occupée. Le consensus international est que les colonies israéliennes sont illégales. La résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies a récemment [reconfirmé](#) cette position, maintenant que l'activité de colonisation d'Israël « n'a aucune validité juridique et constitue une violation flagrante selon le droit international ». Selon la 4ème Convention de Genève, les colonies israéliennes constituent un crime de guerre.

La colonie d'Ariel [a été construite sur des terrains volés](#) aux villages palestiniens alentour et sur des terres que des familles palestiniennes ont cultivées pendant des générations. Le mur d'apartheid construit pour annexer Ariel à Israël, et déclaré illégal en 2004 par la Cour pénale internationale (ICJ), [sépare des villages palestiniens](#) les uns des autres et restreint leur liberté de mouvement et leur développement. Les Palestiniens doivent vivre avec [la puanteur des eaux usées](#) d'Ariel, ce qui affecte leur santé, détruit leurs récoltes et pollue leurs sources d'eau.

Les colonies, qui privent les Palestiniens de terres et de ressources, font partie du système israélien d'oppression qui

domine tous les aspects de la vie palestinienne, en particulier l'éducation.

Les checkpoints militaires israéliens restreignent les déplacements vers, et depuis, les universités des étudiants, chercheurs et professeurs palestiniens. Israël empêche les étudiants palestiniens dans Gaza assiégée, où près de deux millions de personnes vivent avec [quatre heures d'électricité](#) par jour, d'étudier dans les universités palestiniennes de Cisjordanie ou de quitter Gaza pour des universités à l'étranger.

Israël refuse des permis de voyage aux universitaires palestiniens, limitant sévèrement leur accès à des conférences internationales.

Depuis le début de l'année universitaire, Israël a [refusé l'entrée ou refusé de renouveler des visas](#) d'un grand nombre d'universitaires des universités palestiniennes détenant des passeports étrangers.

Israël dénie aux Palestiniens le droit fondamental à la liberté académique et l'université Ariel joue un rôle actif [en cela].

L'[Union européenne](#) et la [Fondation binationale pour la science US-Israël](#) excluent les institutions universitaires israéliennes dans les territoires occupés, comme l'université Ariel, de leurs subventions et de leurs programmes de recherche.

Des associations universitaires israéliennes, dont l'[Association israélienne d'anthropologie](#) et [la Société israélienne de sociologie](#), ainsi que [1200 universitaires israéliens](#), ont banni l'université Ariel et refusent de collaborer avec elle.

Plus tôt dans l'année, l'université Kasetsart de Bangkok [a mis fin](#) à son partenariat avec l'université Ariel pour une

conférence d'études sur les femmes.

Ces mesures prennent acte du fait que collaborer avec l'université Ariel signifie nécessairement normaliser les politiques illégales d'Israël qui dénie les droits palestiniens et étouffe l'enseignement supérieur palestinien.

En participant à un colloque à l'université Ariel, vous prêterez votre nom et votre savoir à cet objectif, ce que, nous en sommes sûrs, vous ne voulez pas faire.

Nous, universitaires palestiniens et défenseurs des droits humains, vous demandons de faire ce qui est juste et d'annuler votre participation à cette conférence dans la colonie illégale d'Ariel.

Dans l'attente de votre réponse et du plaisir de discuter plus longuement avec vous,

Cordialement,

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE)

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) représente plus de 6 000 membres du personnel universitaire palestinien dans 13 institutions d'enseignement supérieur en territoire palestinien occupé.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 afin de contribuer au combat pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit

international.

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

La justice marque un but. Adidas ne sponsorise plus la Fédération Israélienne de Football

31 juillet 2018

/ De Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI) / Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël

Suite à une campagne mondiale, Adidas ne sponsorise plus les équipes de football dans les colonies illégales israéliennes. Les Palestiniens appellent le nouveau sponsor Puma à cesser d'être complice avec les violations du droit international d'Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël salue la décision d'Adidas de ne plus sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA).

En mars dernier, plus de 130 clubs palestiniens de football ont appelé le fabricant allemand d'articles de sport à arrêter de sponsoriser l'IFA à cause de sa complicité dans l'oppression des Palestiniens. L'IFA comprend six équipes israéliennes de football basées dans des colonies illégales israéliennes – colonies qui volent aux Palestiniens leur terre

et leurs ressources. La colonisation israélienne est considérée comme un crime de guerre en droit international.

Une campagne mondiale très animée a suivi, avec des défenseurs des droits de l'homme du monde entier appelant Adidas à arrêter de sponsoriser les matches se jouant sur des terres palestiniennes volées. En juin, une pétition internationale qui avait récolté plus de 16 000 signatures a été transmise au siège satellite d'Adidas à Amsterdam.

Dans une réponse aux clubs palestiniens, Adidas a déclaré avoir soulevé la question des équipes des colonies israéliennes auprès de la FIFA. Adidas, l'un des principaux partenaires de la FIFA, a indiqué la nécessité pour l'organisation mondiale du football de « prendre une décision sur la question des équipes des colonies israéliennes, en accord avec le droit international et sa politique de défense des droits de l'homme ».

Des organisations internationales de premier plan telles que Human Rights Watch, ainsi que des experts des Nations Unies et 175 législateurs, ont pressé la FIFA de résoudre la question des clubs des colonies israéliennes.

Ce n'est pas la première fois qu'Adidas arrête de sponsoriser des entités israéliennes complices. À la suite de manifestations importantes, d'appels au boycott et de condamnations gouvernementales, Adidas avait arrêté de sponsoriser ce qui s'appelle le « Marathon de Jérusalem », dont l'itinéraire inclut des colonies israéliennes illégales et passe par le territoire palestinien occupé de Jérusalem-Est.

L'image d'Israël est devenue de plus en plus négative après les massacres généralisés de Palestiniens de Gaza qui manifestaient pacifiquement pour obtenir les droits que leur a reconnus l'ONU. Israël a tué près de 150 Palestiniens, dont des journalistes, du personnel médical et plus de 20 enfants, depuis la fin mars.

Parmi les plus de dix mille Palestiniens blessés par la politique de « tirer pour tuer ou handicaper », il y a plus de 50 athlètes dont la vie a été définitivement changée par des infirmités et la carrière sportive brisée.

Avertissement à Puma

Une autre compagnie d'articles de sports allemande, Puma, a remplacé Adidas et signé un contrat de sponsoring de l'IFA de quatre ans.

En sponsorisant l'IFA, Puma associe sa marque internationale à la politique israélienne d'expansion de ses colonies, politique qui chasse les Palestiniens d'origine dans un nettoyage ethnique progressif, par la saisie illégale de leurs terres et la démolition de leurs maisons. L'iconique félin vend par le biais du sport l'occupation militaire israélienne et les violations des droits des Palestiniens.

Le Code éthique de Puma affirme que la compagnie est engagée en faveur des droits de l'homme et porte « grandement attention aux préoccupations exprimées par les institutions internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les représentants de la société civile ».

En tant que signataire du Pacte mondial des Nations Unies, Puma a aussi l'obligation de s'assurer qu'il ne se rend pas « complice de violations de droits de l'homme ».

Le consensus international est clair. Les colonies israéliennes sont illégales. Puma s'expose à des campagnes mondiales de boycott de la part de consommateurs engagés qui défendent les droits de l'homme.

Nous appelons Puma à arrêter de sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA) aussi longtemps qu'elle participera aux graves violations du droit international par Israël et à l'oppression des Palestiniens.

Le félin devrait sauter pour défendre les droits des Palestiniens.

<https://bdsmovement.net/news/team-justice-scores-adidas-no-longer-sponsoring-israel-football-association>

Traduction Mireille Vaucoiret pour BDS France

Des artistes boycottent le festival allemand de la Ruhrtriennale, qui s'oppose aux droits des Palestiniens

[Ali Abunimah](#) [Activism and BDS Beat](#) 18 juin 2018

Roger Waters, rockeur légendaire, a exprimé son soutien aux [Young Fathers](#), groupe qui s'est vu exclu d'un festival musical allemand pour avoir soutenu les droits des Palestiniens.

Au même moment, d'autres artistes expriment leur solidarité avec les Young Fathers en annulant leur participation à la Ruhrtriennale, festival parrainé par les autorités du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie.

En France, dans une situation de répression constante, des militants et des universitaires intensifient leur protestation contre l'attitude du gouvernement français qui se montre complice des massacres de Palestiniens commis par Israël.

“D'abord, respect aux Young Fathers”, a tweeté Waters, qui demande pourquoi la Ruhrtriennale a décidé de “prendre ses distances du mouvement BDS sur tous les plans ?”

First respect to the [@Youngfathers](#)

Question? Why does [@ruhrtriennale](#) “distance itself in all forms from the [@BDSmovement](#)”?

BDS is an international non-violent protest movement that seeks to promote equal human and civil rights for all people everywhere. <https://t.co/LChtZPebA6> pic.twitter.com/A2P06mJ7Fk

– Roger Waters (@rogerwaters) [14 juin 2018](#)

Selon Waters, la campagne du BDS – boycott, désinvestissement et sanctions –, impulsée par les Palestiniens, est “un mouvement international de protestation non violente dont le but est de promouvoir des droits humains et civiques égaux pour les hommes et les femmes du monde entier.”

La semaine dernière, la Ruhrtriennale [a annulé](#) le spectacle des Young Fathers programmé au mois d’août parce que cette formation très appréciée, basée en Écosse, refusait de renoncer à son soutien au BDS.

Le groupe considère comme une “décision erronée et profondément injuste” la demande faite à des artistes de “prendre des distances à l’égard de [leurs] principes de défense des droits humains pour que le concert puisse avoir lieu.”

D’autres artistes sont d’accord. Dimanche, Sherif Sehnaoui, Mazen Kerbaj, Tony Elieh et Raed Yassin, de Beyrouth, qui participent aux projets [Wormholes et ,A’ Trio](#), ont annoncé qu’ils retireraient les spectacles prévus à la Ruhrtriennale.

We’re withdrawing [@tonyelieh](#) [#HassanKhan](#) [@mazenkerbaj](#) [@RaedYassin](#) [#SupportYoungFathers](#) pic.twitter.com/G8u63s7aX6

– Sharif Sehnaoui (@SharifSehnaoui) [17 juin 2018](#)

Hassan Khan, musicien du Caire, s’est associé à leur déclaration ; il devait [donner un concert](#) à la Ruhrtriennale en compagnie de Tarek Atoui, en septembre. On ne sait pas si Atoui se produira en solo.

“Malheureusement, dans les circonstances actuelles, nous ne pourrions avoir la conscience tranquille en nous produisant dans un contexte où nos collègues ont subi une sanction publique pour avoir exercé leur droit d’exprimer de manière pacifique une position politique”, ont affirmé les cinq artistes.

Strongly disagree with [@ruhrtriennale](#) decision to cancel [@Youngfathers](#). Silencing the right of artists to voice political opinion & campaign for human rights. Puts other artists at the festival in v tough position- some have already quit in solidarity<https://t.co/R4uhfaI4MR>

– kate molleson (@KateMolleson) [18 juin 2018](#)

Kate Molleson, journaliste spécialiste de musique et animatrice radio à la BBC, s’est élevée contre l’annulation des Young Fathers par la Ruhrtriennale, tweetant que cet acte revient à “étouffer le droit des artistes à exprimer une opinion politique et à se mobiliser pour les droits humains.”

Cette décision “met les autres artistes du festival dans une position très difficile – certains se sont déjà retirés par solidarité”, a souligné Molleson.

Des défenseurs des droits des Palestiniens ont qualifié la décision de “maccarthysme” et ont appelé au boycott de la Ruhrtriennale.

Palestinians call for boycott of German [@ruhrtriennale](#) festival, accuse it of McCarthyism over cancellation of Young Fathers’ gig due after award-winning band stood firm in their support of Palestinian rights and BDS [#SupportYoungFathers](#) <https://t.co/I0eFftTrKL> [pic.twitter.com/SdFggjFgaF](https://t.co/SdFggjFgaF)

– PACBI (@PACBI) [18 juin 2018](#)

Les organisateurs de la Ruhrtriennale ont pris les Young Fathers pour cible parce que ce groupe, parmi d’autres, a

boycotté l'an dernier le festival [Pop-Kultur](#), tenu à Berlin, après qu'il eut accepté un parrainage de l'ambassade d'Israël.

Pop-Kultur affronte de nouveau un [boycott croissant](#) cette année parce que ce festival persiste à s'associer au gouvernement israélien.

Intolérance allemande

Le mouvement du BDS a pour but de faire pression sur Israël pour l'amener à respecter les droits des Palestiniens, notamment en organisant le boycott d'événements culturels soutenus par le gouvernement israélien, et ce mouvement s'est [exprimé clairement](#) au sujet de ses principes universalistes et antiracistes.

Pourtant Israël et ses groupes de pression essaient de faire passer le BDS pour illégitime et de présenter calomnieusement les personnes qui utilisent la tactique du boycott comme motivées par la haine anti-juive et non par l'opposition à la politique israélienne d'occupation militaire, de vol des terres pour y installer des colonies de peuplement, de [massacres réguliers de civils](#) et d'instauration d'un [système d'apartheid complet](#) envers les Palestiniens.

L'intolérance officielle à l'égard de celles et ceux qui estiment que les Palestiniens doivent bénéficier de droits égaux à part entière est [particulièrement forte en Allemagne](#), où les élites convertissent leur sentiment de culpabilité découlant de l'extermination des Juifs par les Nazis en un soutien inconditionnel à Israël.

Roger Waters a été lui-même en butte à des campagnes de dénigrement en Allemagne. La semaine dernière il a répliqué à Dieter Reiter, maire de Munich, qui [accusait le rockeur](#) de "provocations antisémites" avant un concert qu'il devait donner dans cette ville.

Dieter Reiter, the Mayor of Munich, has issued a press release denouncing me as anti-Semitic.

The Mayor claims I make increasingly hateful anti-Semitic remarks.

I stand for human rights.

Here is what I said 2 nights ago in Cologne unedited:
<https://t.co/1fDW8rY8yJ> pic.twitter.com/dGvLqxpweE

– Roger Waters (@rogerwaters) [13 juin 2018](#)

Le maire a affirmé que Waters ne serait pas autorisé, à l'avenir, à jouer dans la salle de l'Olympiahalle.

Par l'intermédiaire d'un avocat, Waters a demandé que cette imputation calomnieuse soit retirée, mais elle [figure toujours](#) sur le site officiel de la ville.

La semaine dernière [8 et 9 juin], lors de concerts dans la ville française de Nanterre, Waters, fortement applaudi, s'est prononcé publiquement en faveur des droits du peuple palestinien. Il a condamné les poursuites intentées contre des militants du BDS par les autorités françaises, soulignant que ces personnes n'avaient pas commis d'autres actes que ce qu'il faisait lui-même – inciter la société civile à agir pacifiquement pour soutenir les droits des Palestiniens.

“Alors, où êtes-vous, les flics?” s'est exclamé Waters, en désignant les policiers par ce mot d'argot français, “venez, emmenez-moi dans votre putain de prison.”

Voir la vidéo en tête de cet article.

Protestations parisiennes

Dimanche [17 juin] la répression étatique des actions de solidarité avec la Palestine s'est affichée de façon indigne, lorsque la police parisienne a [empêché par la force](#) deux

bateaux appartenant à une flottille humanitaire à destination de Gaza d'accoster sur les quais de la Seine, comme l'a signalé le magazine en ligne Orient XXI.

Pendant ce temps, des universitaires [demandent à l'Académie française des Sciences](#) de rompre avec la [Saison France-Israël](#), série d'évènements parrainée par les deux gouvernements pour promouvoir l'image d'Israël.

L'[AURDIP](#), groupement d'universitaires qui soutiennent les droits des Palestiniens, s'oppose à une rencontre prévue pour le 19 juin avec la participation de lauréats du Prix Nobel, d'étudiants français et de représentants d'universités israéliennes menant des recherches sur les armements.

Cette journée "a un parfum de propagande politique pour Israël", déclare l'AURDIP. "Mettre ainsi à l'honneur un État qui enferme dans un ghetto une population de 2 millions d'habitants et tire sur la foule lorsque celle-ci tente de rompre son joug est inacceptable", souligne l'AURDIP en évoquant les massacres de Palestiniens commis récemment par Israël à Gaza.

Call on [@AcadSciences](#) to withdraw from France-Israel Season <https://t.co/5xcw7AZQPP> pic.twitter.com/0hkjTANQVX

– PACBI (@PACBI) [16 juin 2018](#)

France: University professors urge French Academy of Science ([@AcadSciences](#)) to withdraw from the France-Israel Season, « an exercise in political propaganda in support of Israel. » <https://t.co/ID0MQv5tV1> pic.twitter.com/SdVLxldWLT

– PACBI (@PACBI) [18 juin 2018](#)

À Paris, la semaine dernière, des militants de BDS France ont [protesté](#) contre le salon de l'armement [Euroatory](#) parrainé par le gouvernement.

[Des dizaines de sociétés israéliennes](#), et notamment celle qui fabrique un fusil d'assaut utilisé à Gaza pour tuer des manifestants non armés, comptaient parmi les exposants.

Plusieurs groupes, parmi lesquels l'Association France Palestine Solidarité et les Quakers, ont participé aux actions.

Interventions de BDS France, hier, lors de la manifestation contre la tenue du salon de l'armement Eurosatory.

« Israël est l'un des plus importants exposants de ce marché de la mort. Il teste ses armes sur les Palestinien·ne·s et en fait un argument de vente. » [#StopEurosatory pic.twitter.com/KVSUguGIj1](#)

– BDS France (@Campagnebds) [14 juin 2018](#)

Intervention de [@ParisAyotzi](#)

« Eurosatory fait la promotion des armes utilisées par la police et l'armée mexicaines contre la population et notamment contre les étudiants d'Ayotzinapa » [#StopEurosatory pic.twitter.com/NmLXH9TyD4](#)

– BDS France (@Campagnebds) [14 juin 2018](#)

Les manifestants ont mis en scène un "die-in" et ont entonné des slogans appelant à un embargo militaire contre Israël et demandant qu'Israël cesse de [tester des armes](#) sur les Palestiniens.

BDS France a précisé que cette manifestation était extrêmement visible pour tous les visiteurs du salon de l'armement, mais que la grande majorité était apparemment "sans état d'âme".

Un participant a quand même glissé discrètement aux protestataires un billet où il exprimait sa position.

“Nous ne sommes pas tous pareils, à moins que je ne sois le seul”, [disait](#) ce billet. “C’est mon boulot, mais je suis avec vous. Liberté pour la Palestine.”

Traduction SM pour BDS France

Les Palestiniens remercient l’Argentine et Lionel Messi de ne pas jouer « amicalement » contre Israël

Des mobilisations dans le monde entier ont réussi à empêcher que le gouvernement israélien n’utilise le match pour couvrir ses crimes de guerre et ses flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens.

6 juin 2018 – Mardi 5 juin, l’équipe nationale argentine de football a annulé le match « amical » contre Israël prévu pour ce samedi, après des mois d’une campagne BDS lancée en Argentine.

En réponse à la criminelle politique israélienne du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler » contre des manifestants palestiniens pacifiques à Gaza, supporters de football et militants des droits humains palestiniens ont pressé l’équipe argentine et la superstar du football Lionel Messi d’annuler le match, qui devait avoir lieu dans un stade israélien bâti à al-Maliha, un village palestinien ayant subi un nettoyage ethnique.

Le footballeur palestinien Mohammad Khalil, dont [la carrière s’est arrêtée](#) lorsqu’il a reçu d’un sniper israélien un tir

dans les deux jambes alors qu'il manifestait pacifiquement à Gaza, a aussi [pressé](#) l'Argentine et Messi d'annuler le match contre Israël.

Des milliers de personnes ont rejoint Khalil, signant une [pétition](#) adressée à Messi et à l'Argentine qui expliquait que le gouvernement israélien utiliserait le match pour couvrir ses attaques brutales contre des Palestiniens, sur le terrain et à l'extérieur.

Les syndicats argentins et les Mères de la place de mai se sont joints à l'appel. La semaine dernière, un rassemblement s'est tenu à l'extérieur de l'Association de football d'Argentine (AFA) à Buenos Aires.

Des manifestations ont suivi l'équipe argentine à Barcelone. Mardi, pendant une séance d'entraînement de l'équipe avant la Coupe du monde, des militants pour les droits palestiniens ont utilisé un mégaphone pour faire passer le message directement aux joueurs.

Israël aurait payé à l'Argentine 3 millions de dollars pour jouer le match, dans le cadre des « célébrations » de son 70ème anniversaire.

Omar Barghouti de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré :

« Nous saluons la décision de l'équipe argentine d'annuler ce match « amical ». Il aurait été extrêmement inamical envers les droits humains ! Jouer contre un état d'apartheid est une forme de complicité, magnifiée par le récent et horrible massacre d'Israël à Gaza contre des manifestants non-armés réclamant leurs droits fondamentaux, la liberté, la dignité et le droit au retour des réfugiés tel qu'il est stipulé par les Nations unies.

Utiliser des événements sportifs internationaux pour couvrir ses crimes de guerre et ses flagrantes violations des droits

humains contre les Palestiniens fait partie de la politique de blanchiment par les sports du régime d'apartheid israélien. Le fait que les supporters argentins et les militants pour les droits humains du monde entier ont réussi à l'empêcher nous donne beaucoup d'espoir. »

Alors qu'il était initialement prévu à Haïfa, le gouvernement israélien avait déplacé le match à Jérusalem, offrant aux organisateurs 760 000 dollars en compensation. La ministre d'extrême-droite de la Culture et des Sports, Miri Regev, aurait mis comme condition au match une séance photo avec l'équipe argentine, une preuve de plus de la manière dont Israël utilise les sports pour blanchir –par le sport– son image.

Après l'annonce de l'annulation, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a immédiatement appelé le président argentin Mauricio Macri à intervenir, mais Macri a répondu qu'il n'avait aucune autorité sur la décision.

L'annulation du match « amical » d'Israël contre l'Argentine est un stimulant pour la [campagne](#) « **Un carton rouge à Israël** », qui a appelé la FIFA à exclure Israël – comme elle a exclu l'Afrique du Sud de l'apartheid – à cause de ses violations contre le football palestinien et son mépris des statuts de la FIFA.

L'Association de football palestinienne a aussi [appelé](#) l'Argentine à annuler le match.

Dans un [message vidéo](#), l'équipe de football de la ville palestinienne de Nabi Saleh, en Cisjordanie occupée par Israël, a remercié l'Argentine et Lionel Messi. Nabi Saleh est la ville dont est originaire Ahd Tamimi, la jeune Palestinienne mineure qui subit une peine de plusieurs mois dans une prison israélienne pour avoir giflé un soldat israélien lourdement armé se trouvant dans sa cour d'entrée. « Vous avez marqué un but pour la liberté, la justice et

l'égalité », disent des parents de Ahd in dans la vidéo.

Barghouti de PACBI a ajouté :

« Les joueurs de football palestiniens sont couramment attaqués, privés de liberté de mouvement pour assister aux entraînements et aux matchs. Les forces israéliennes ont emprisonné, blessé et tué des footballeurs palestiniens. Comme l'attaquant argentin Gonzalo « Pipa » Higuaín l'a dit : « Ne pas y aller était la bonne chose à faire ».

Tous nos vœux à l'Argentine pour la Coupe du monde. La FIFA doit prendre acte. Il est temps de montrer à Israël un carton rouge. »

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI promeut le boycott des institutions universitaires et culturelles, étant donné leur profonde et durable complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international. Rendez visite à PACBI sur <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter @PACBI

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Le boycott du Festival de

films LGBT de Tel Aviv s'amplifie après de nouvelles annulations

1er juin 2018 / Par [Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël \(PACBI\)](#)

France, Espagne

Cette année, neuf artistes et cinéastes ont soutenu l'appel palestinien à boycotter le TLVFest.

Quatre nouveaux cinéastes viennent de rejoindre un nombre croissant d'artistes qui boycottent le Festival international de films LGBT de Tel Aviv (TLVFest), en [réponse à un appel palestinien](#).

Cinq artistes avaient déjà annulé leur participation avant l'ouverture du festival, qui se déroule entre le 31 mai et le 9 juin. Les annulations les plus récentes, émanant de deux réalisateurs français et de deux autres qui viennent de l'État espagnol, portent à neuf au total le nombre d'artistes et de cinéastes qui ont boycotté le festival cette année.

Malgré les annulations, le TLVFest a refusé de supprimer du programme du festival les films des cinéastes concernés. Dans une déclaration à un quotidien israélien, Yair Hochner, directeur du festival, a affirmé : « Les personnes qui ont annulé ont annulé. En ce qui nous concerne, le festival va continuer normalement. »

Deux projections de la comédie des réalisateurs français **Océan Michel** et **Cyprien Vial**, « Embrasse-moi ! », étaient programmées. Océan, qui fait aussi ses débuts d'acteur dans ce film , [a posté ceci sur Facebook](#) :

« Mon courrier, adressé il y a 2 jours au TLVFest n'a apparemment pas été pris en compte puisque Embrasse-Moi apparaît toujours dans la programmation. [...] en solidarité envers le peuple palestinien et pour affirmer mon désaccord total avec la politique d'Israël envers la Palestine, et parce que je refuse de participer à la politique de pinkwashing faite par le gouvernement israélien, je me dois de refuser que mon film soit projeté au festival de Tel Aviv.

J'en suis sincèrement désolé pour le public du festival, [...] car je sais bien que les civils sont tout aussi victimes de la politique de leur gouvernement; je fais une absolue distinction entre les citoyens israéliens et ceux qui les gouvernent, mais les violences faites aux palestiniens, y compris les LGBT, par l'armée et l'État m'obligent à affirmer mon impossibilité à m'inscrire dans cette programmation à ce jour. »

De même, le réalisateur espagnol **Dany Campos** a annoncé à Pinkwatching Israel – un collectif de queers palestiniens pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) – qu'il retire son court-métrage « Flaw » de la catégorie B Shorts du Festival.

La cinéaste **Fabia Castro** a annoncé qu'elle soutenait le boycott culturel d'Israël et qu'elle retirait son court-métrage, « Tres »:

« Après m'être informée de la situation très grave d'oppression subie par la population palestinienne, victime d'un régime de colonialisme et d'apartheid, je refuse que mon art soit utilisé pour blanchir l'image d'Israël... Je rejette les tentatives d'Israël d'utiliser les droits et les luttes des personnes LGBTQ+ pour normaliser son image...

... Aujourd'hui, j'ajoute ma voix à celle de dizaines d'artistes qui, au cours de ces dernières semaines, ont rejoint la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les

droits du peuple palestinien. »

Entre temps, **Sylvain Coisne**, qui avait déjà annoncé le retrait de son court-métrage, « [Dylan Dylan](#) », a publié une [déclaration sur Facebook où il explique](#) les raisons de cette annulation.

La vague de boycotts de TLVFest s'inscrit dans le sillage des récents massacres commis à Gaza par Israël, les troupes israéliennes ayant tué plus de 117 manifestants palestiniens non armés, y compris 13 enfants, et blessé plus de 13000 autres, ces blessures provoquant dans de nombreux cas des suites définitives et invalidantes. Amnesty International a condamné la politique d'Israël visant à « tirer pour tuer ou mutiler » et Human Rights Watch a décrit ces homicides comme « illicites et prémédités ».

L'année dernière, TLVFest avait fait l'objet d'une vague comparable d'annulations, notamment de la part du réalisateur sud-africain **John Trengove**.

Haneen Maikay, directrice de l'association alQaws pour la diversité de sexe et de genre dans la société palestinienne, a salué les annulations de cette année :

« Les queers palestiniens sont encouragés par cette vague de solidarité internationale en une période où les gouvernements du monde entier continuent à cautionner l'impunité et les crimes de guerre d'Israël. L'ampleur des annulations pour la deuxième année consécutive constitue un nouveau signe de l'échec de la stratégie de pinkwashing d'Israël.

Partout dans le monde on voit apparaître une prise de conscience de la manière dont Israël utilise les droits LGBTQ pour justifier ses politiques violentes. De surcroît, la direction du TLVFest s'est montrée sous son vrai jour en refusant d'accéder aux demandes des cinéastes qui souhaitaient que leurs œuvres soient retirées du programme du Festival ; cela doit être fait. »

Hind Awwad, de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), a formulé ce commentaire :

« Nous avons remarqué que de nombreux réalisateurs contactés ne savaient pas que leurs films figuraient au programme du TLVFest. Cela s'explique par des dispositions contractuelles conclues avec les distributeurs, qui placent les films dans des festivals internationaux sans consulter nécessairement les cinéastes. Les distributeurs devraient respecter les vœux des réalisateurs qui soutiennent le boycott culturel d'Israël. La situation évolue quant au soutien des droits des Palestiniens dans le monde de l'art. Les milieux professionnels devraient tenir compte de cette évolution. »

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI plaide en faveur du boycott des institutions universitaires et culturels israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante avec la négation par Israël des droits des Palestiniens inscrits dans le droit international.

Découvrez PACBI sur <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source: [PACBI](#)

Traduction SM pour BDS France

TLVFest frappé d'une vague d'annulations avant son ouverture cette semaine

29 mai 2018/ par Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Brésil, France, Pakistan

Des artistes et des réalisateurs du Brésil, de France et du Pakistan annoncent leur retrait du Festival international de cinéma LGBT de Tel Aviv après des appels du collectif palestinien LGBT « Pinkwatching Israel » et des militants des droits humains du monde entier.

29 mai 2018 – La chanteuse brésilienne, artiste et militante, noire et transgenre Linn da Quebrada a annoncé qu'elle annulait sa participation au Festival international de cinéma LGBT de Tel Aviv 2018 (31 mai – 9 juin). Elle a été rejointe par des réalisateurs du Brésil et de France, qui, avec le Festival international des minorités Aks du Pakistan, ont aussi annulé leur participation au TLVFest. Les annulations [répondent aux appels](#) du collectif palestinien LGBT [Pinkwatching Israel](#) et des militants des droits humains dans le monde entier.

TLVFest est profondément complice de l'agenda de pinkwashing d'Israël, l'utilisation cynique des droits LGBT pour détourner l'attention du déni israélien des droits humains palestiniens depuis des décennies. Le Festival, qui a des liens étroits avec le gouvernement israélien, a refusé de prendre position contre les récentes atrocités d'Israël à Gaza ou contre son système global d'occupation militaire et d'apartheid.

Linn da Quebrada, une voix majeure des personnes noires et pauvres LGBT marginalisées au Brésil, devait participer à la

Queer Party du Festival le 6 juin. Elle a déclaré :

« Sachant qu'en Israël il y a aussi des personnes qui souffrent d'oppression, dans leurs corps et dans leurs désirs, j'ai décidé d'annuler ma participation, de rejoindre le boycott culturel qui a grandi dans le monde entier ces derniers mois, comme une forme de protestation contre Israël et ses politiques de génocide contre les Palestiniens. »

Nous avons parlé à beaucoup de gens, nous les avons écoutés, ici, là et avec cette perspective plus large et plus détaillée, nous avons décidé d'adhérer au boycott, afin de marquer notre désaccord avec le plan du gouvernement israélien et son occupation dans la région. »

En coordination avec l'annulation de Quebrada, les réalisateurs brésiliens Claudia Priscilla et Kiko Goifman ont annoncé qu'ils retireraient leur documentaire « Bixa Travesty » de TLVFest. Le film, qui a gagné le Teddy Award pour le meilleur documentaire au Festival international de cinéma de Berlin 2018, est un portrait biographique intime de la vie de Linn da Quebrada.

Goifman a annoncé [sur Facebook](#) :

« Nous avons décidé de BOYCOTTER TLVFest à cause de notre profond désaccord avec les politiques de génocide d'Israël. Nous avons annulé la participation du film « Bixa Travesty ». ASSEZ DE MASSACRES. Respect pour le peuple palestinien. »

Par ailleurs, le Festival international des minorités Aks a annoncé qu'ils se retireraient d'un panel de réalisateurs de TLVFest. Aks, dont le logo a été retiré du site web du festival de Tel Aviv, a envoyé la déclaration suivante à Pinkwatching Israel :

« Après mure réflexion, le Festival international des minorités Aks a décidé de retirer son programme de courts »

métrages et sa participation au Festival de cinéma TLV. Aks a promu de longue date les droits humains et exprime sa solidarité avec les militants de Palestine, particulièrement les militants palestiniens queers², qui s'opposent à la violation des droits civils palestiniens par le gouvernement israélien. »

Répondant à une lettre de militants queers palestiniens et français, le réalisateur français **Sylvain Coisne** a annoncé son intention de retirer son court métrage « [Dylan, Dylan](#) ». Cependant TLVFest a informé le réalisateur que les tickets étaient déjà vendus et que la projection se ferait donc contre sa volonté.

Le réalisateur brésilien Calí dos Anjos et la productrice Bia Medeiros ont aussi annoncé le retrait de leur court métrage d'animation « Tailor » de TLVFest :

« Par respect pour le peuple palestinien nous retirons le film « Tailor » de la compétition et du programme de TLVfest. »

Les annulations arrivent juste après le dernier massacre par Israël de plus de 100 Palestiniens à Gaza, ce que Human Rights Watch décrit comme des assassinats « délibérés » et « calculés ». L'année dernière, TLVFest avait aussi été frappée d'une vague d'annulations, dont celle du réalisateur sud-africain John Trengove.

Haneen Maikey, directrice de « alQaws pour la diversité de sexe et de genre dans la société palestinienne » a commenté :

« Pour la deuxième année consécutive, les réalisateurs queers se montrent solidaires des Palestiniens en refusant de prêter leur art pour « pinkwasher » les crimes de guerre israéliens. Se retirer du TLVFest 2018 expose l'utilisation cynique et délibérée par le gouvernement israélien de la culture queer et de sa visibilité pour couvrir la colonisation et l'occupation de la Palestine. Nous appelons d'autres artistes et

réalisateurs participant à TLVFest à rejoindre, ou au moins à respecter, notre campagne de boycott et le mouvement grandissant d'artistes doués de principes qui demandent justice pour les peuples autochtones de Palestine ».

Hind Awwad de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel (PACBI) a salué les annulations et a appelé l'élan à se poursuivre :

« Nous sommes témoins d'une révolution continue dans le monde culturel : les artistes refusent de permettre à Israël d'utiliser leurs noms pour blanchir par l'art ses massacres en cours contre les manifestants palestiniens à Gaza demandant de mettre un terme au siège et d'accorder aux réfugiés le droit à retourner dans leurs foyers. Rien qu'au cours des dernières semaines, de nombreux artistes de la musique, du théâtre et du cinéma ont exprimé leur soutien au boycott culturel institutionnel d'Israël ou ont annulé leurs spectacles à Tel Aviv et leur participation à des événements sponsorisés par Israël.

Nous sommes profondément reconnaissants pour ces expressions de solidarité de la part des artistes et des collectifs se retirant de TLVFest 2018. L'exploitation par Israël d'événements LGBT pour « pinkwasher » ses politiques meurtrières contre les Palestiniens devrait être universellement condamnée et isolée ; c'est une contribution minimale à notre lutte non-violente pour la liberté, la justice et l'égalité des droits ».

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été initiée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité étroite et persistante dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international. Visitez le site de PACBI

à <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

1▯ Le « Pinkwashing » (inspiré de « whitewashing », blanchiment, et de « pink », la couleur rose) désigne le fait de promouvoir, ou prétendre promouvoir, l'homosexualité ou les droits LGBT pour masquer des crimes. « Pinkwashing » jouant sur l'analogie entre wash (laver) et watch (surveiller) suggère au contraire une « veille » par les homosexuels sur ces crimes.

2▯ Sur l'usage complexe du mot « queer », on pourra lire par exemple <https://fr.wikipedia.org/wiki/Queer>.

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël salue l'annonce de l'annulation du concert de Shakira

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël salue l'annonce que Shakira ne se produira pas à Tel Aviv prochainement, ruinant les espoirs d'Israël d'utiliser son nom pour blanchir par l'art son dernier massacre à Gaza.

Des centaines de municipalités et d'organisations culturelles

palestiniennes, ainsi que des milliers de fans et de militants en faveur du boycott, de Gaza et du Liban à la Colombie et aux Etats-Unis, avaient lancé à Shakira un appel à annuler son spectacle. Les artistes, et particulièrement les ambassadeurs de bonne volonté des Nations Unies, ont un devoir moral, avaient-ils écrit, de ne pas être complices en couvrant des violations des droits humains et l'apartheid.

Des célébrités internationales, comme Lorde, Natalie Portman et Gilberto Gil, refusent de plus en plus de s'associer au gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu en Israël et à un régime d'oppression de plusieurs décennies.

Tiago Rodrigues, directeur du théâtre national du Portugal Dona Maria II, et des dizaines de groupes britanniques ont récemment rejoint des milliers d'artistes dans le monde entier qui soutiennent le boycott culturel institutionnel d'Israël, en solidarité avec la lutte pacifique palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

Source: [PACBI](#)

Traduction CG.

**Les Palestiniens
« accueillent
chaleureusement »
l'annulation par Gilberto Gil**

de son concert à Tel Aviv après le « massacre » par les Israéliens à Gaza

21 mai 2018, Palestine Occupée | PACBI Actualités

Les Palestiniens accueillent chaleureusement la nouvelle de l'annulation par Gilberto Gil, musicien et héros culturels brésiliens légendaires, de son concert du 4 juillet à Tel Aviv. Son annulation semble répondre au massacre par les Israéliens de plus de 100 civils à Gaza au cours des quelques dernières semaines.

Les Palestiniens ont chaleureusement reçu la nouvelle de l'annulation, par la légende brésilienne Gilberto Gil, de son concert à Tel Aviv, programmé pour le 4 juillet, en réponse à ce que les Palestiniens et certains observateurs internationaux ont qualifié de « massacre » par Israël de plus de 100 civils à Gaza au cours des quelques dernières semaines.

Gil, qui a remporté de multiples Grammy Awards et Latin Grammy Awards et qui a été ministre de la Culture du Brésil, est largement considéré comme faisant partie des plus éminents musiciens d'Amérique Latine.

Dans sa tentative de répression de la « Grande Marche du Retour » massivement pacifique avec des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza, Israël a organisé ce que Amnesty International décrit comme une politique de tirer-pour-tuer-ou-mutiler. Résultat, plus de 100 civils palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et plus de 10.000 blessés, beaucoup d'entre eux à balles réelles. Parmi les tués, on trouve au moins 12 enfants palestiniens abattus, dont la petite Laila Ghandour de 8 mois qui a été asphyxiée par des gaz lacrymogènes israéliens déversés sur sa famille qui se trouvait à plus d'un kilomètre de distance de la barrière où

étaient postés les snipers israéliens.

La marche, lancée le 30 mars, réclame le droit au retour pour les réfugiés palestiniens, qui représentent la majorité absolue de la population de Gaza, et la fin du blocus illégal israélien vieux de 11 ans.

Alors qu'Amnesty International a appelé à un « embargo militaire » contre Israël, l'ONU a appelé à une enquête indépendante sur les « meurtres illicites et délibérés » commis par Israël à Gaza. Gilberto Gil a été deux fois Ambassadeur de Bonne Volonté pour l'ONU.

En 2015, Gil, accompagné d'une autre légende brésilienne de la musique Caetano Veloso, a défié les appels palestiniens et internationaux à s'abstenir de se produire à Tel Aviv. Quelques mois plus tard, Veloso annonçait qu'il « ne retournerait jamais » jouer en Israël.

Hind Awwad, de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), membre essentiel du Comité National palestinien BDS, a déclaré :

« Nous accueillons chaleureusement l'annulation par Gilberto Gil de son concert à Tel Aviv, centre du régime israélien d'occupation et d'apartheid. Nous remercions les fans de Gil au Brésil et en Amérique Latine dont l'indignation devant le dernier massacre israélien à Gaza et le soutien aux droits fondamentaux des Palestiniens semblent avoir joué un rôle décisif dans sa décision.

Nous considérons l'annulation de Gil comme un geste tardif de solidarité, presque 3 ans après avoir traversé notre ligne de piquetage non violente. Nous voulons que Gil sache que nous ne lui en avons jamais voulu. Et, comme le montre notre résistance quotidienne, notre espoir ne meurt jamais.

Notre Nakba, ou catastrophe, a commencé 70ans plus tôt et se poursuit. Les artistes du monde entier ne devraient pas

attendre un autre massacre commis par les Israéliens pour réaliser combien il est important de ne pas prêter leur nom et leur art à un régime qui cible quotidiennement nos droits et notre vie même.

En annulant ce concert, Gil se retrouve en bonne compagnie avec de nombreux artistes de renommée mondiale qui ont refusé de blanchir par l'art le régime israélien d'oppression, tels que Lorde, Lauryn Hill, Elvis Costello, Brian Eno, feu Gil Scott-Heron, Faithless, Roger Waters, parmi beaucoup d'autres.

Nous espérons sincèrement que Gil ne se produira jamais en Israël jusqu'à ce que les Palestiniens jouissent de la liberté, de la justice et de l'égalité.»

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a démarré en 2004 pour contribuer à la lutte des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité ancrée et persistante avec le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés par le droit international. Allez sur le site de [PACBI](#) et suivez nous sur Twitter [@PACBI](#)

Source: [PACBI](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Natalie Portman refuse le prix Israël à la lumière des crimes commis par cet État à Gaza

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) / États-Unis – 20 avril 2018

Dans une déclaration, la star d'Hollywood déclare que « des événements récents en Israël avaient été extrêmement bouleversants pour elle et qu'elle ne se sent pas à l'aise d'avoir à participer à quelque événement public en Israël », et qu' « elle ne peut pas, en toute conscience, aller s'engager dans cette cérémonie ».

19 avril 2018 – Après des décennies de flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens, le récent massacre par Israël de manifestants pacifiques à Gaza a rendu son image si toxique que même des personnalités culturelles israélo-américaines de grand renom, comme Natalie Portman, refusent maintenant de blanchir ouvertement, ou par l'art, Israël de ses crimes et de sa politique d'apartheid.

Le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, conduit par les Palestiniens et nommé pour le prix Nobel de la paix, s'est grandement développé dans le courant culturel dominant au cours de ces dernières années. Sur les 26 nominés aux Oscars en 2016, aucun n'a accepté de faire ce voyage de la propagande israélienne, tous frais payés.

Vers la fin 2017, la star néo-zélandaise Lorde a bien pris en

compte les appels de militants BDS et elle a annoncé qu'elle annulait son concert de rock à Tel Aviv. Réagissant à une campagne hideuse de dénigrement lancée contre elle par des personnalités du lobby pro-Israël aux États-Unis, plus d'une centaine d'artistes, dont des stars d'Hollywood, ont signé une lettre dans The Guardian afin de la soutenir.

Comme le conclut un article du Washington Post à propos de l'acte de solidarité de Lorde envers les Palestiniens :

« Lorde aura été très probablement l'une des dernières grandes artistes à prévoir une date de concert en Israël sans en avoir préalablement, semble-t-il, pleinement considéré les implications mondiales. Désormais... le simple fait de programmer une date de concert en Israël sera considéré comme un acte politique ».

Le refus des honneurs d'Israël par Portman vient appuyer cette conclusion.

Comme ce fut le cas dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement BDS appelle tous les artistes et toutes les personnalités culturelles à respecter la ligne de protestation non violente des Palestiniens et à se tenir à l'écart de l'apartheid d'Israël jusqu'à ce que les droits des Palestiniens, instaurés par les Nations-Unies, soient pleinement respectés.

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer au combat des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur étroite et persistante complicité avec le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés par le droit international. Allez sur le site de PACBI <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source

:

<https://bdsmovement.net/news/natalie-portman-rejects-israel-prize-light-its-crimes-gaza>

Traduction : JPP BDS France

Dublin devient la première capitale européenne à soutenir le BDS en faveur des droits des Palestiniens et rejette Hewlett Packard pour complicité avec l'apartheid israélien

« Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018. »

Par [Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee \(BNC\)](#) / [Irlande](#)

11 avril 2018 – Lundi (9 avril) Dublin [est devenue](#) la première capitale européenne à soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en faveur des droits des

Palestiniens. Mentionnant « le blocus et le siège inhumains infligés à Gaza » par Israël, le Conseil municipal de Dublin s'est engagé à mettre fin à tous ses contrats commerciaux avec Hewlett Packard (HP), ses sociétés de marque et entreprises dérivées, toutes ciblées par BDS, y compris DXC Technology, étant donné leur [complicité](#) dans les graves violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Hier (mardi 10 avril), Israël [a essayé vainement](#) d'empêcher le maire de Dublin d'entrer sur le territoire alors qu'il devait assister à des réunions à Ramallah. Les autorités israéliennes ont confondu son titre et son nom, [susitant les moqueries](#) d'activistes des médias sociaux, palestiniens ou non. Le maire Mícheál MacDonncha participe à des rencontres avec des Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

Des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés pour manifester pacifiquement contre le siège et revendiquer les droits des réfugiés palestiniens, qui constituent la majorité à Gaza, à revenir dans le foyer originel dont ils ont été déplacés par la force, ces droits leur étant reconnus par les Nations unies.

Abdulrahman Abunahel, coordinateur à Gaza du BNC, coalition palestinienne qui impulse le mouvement mondial de BDS en faveur des droits des Palestiniens, s'est exprimé en ces termes :

Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018.

Alors que les gouvernements des États-Unis et de l'Europe sont totalement complices des crimes d'occupation et d'apartheid commis par Israël, le peuple irlandais, avec sa longue tradition de lutte contre le colonialisme, a montré que les

hommes et les femmes de conscience se tiennent du bon côté de l'histoire, contre l'oppression et pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité humaine.

Au bout de 70 ans de dépossession, 50 ans d'autorité militaire, et un siège destructeur de 10 années qui nous asphyxie dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, nous avons besoin de cette solidarité authentique, surtout sous la forme du BDS. Rien que dans les deux dernières semaines, l'armée israélienne, appliquant une politique du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler », a déjà tué à Gaza 30 civils palestiniens et en a blessé plus de 3 000.

La mesure prise par le Conseil municipal de Dublin en excluant les sociétés HP constitue un pas important vers la fin des liens en matière militaire et de sécurité avec Israël et des entreprises qui rendent possible son système d'oppression. L'exigence la plus importante présentée par les Palestiniens en réaction au dernier massacre commis par Israël consiste à demander un embargo militaire similaire à celui qui avait été mis en œuvre par les Nations unies contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Grâce aux femmes et aux hommes de Dublin, aux partisans irlandais des droits palestiniens en d'autres lieux et au nombre croissant de militants du BDS dans le monde entier, nous, Palestiniens, dans nos heures les plus sombres, avons la certitude de ne pas être seuls, et de pouvoir, toutes et tous ensemble, incurver l'arc de l'histoire dans la direction de la justice. »

Cette victoire du soutien aux droits des Palestiniens s'inscrit dans le sillage de deux autres victoires récentes en Irlande. Au début de ce mois, l'Association nationale irlandaise des enseignants (Irish National Teachers Organisation, INTO), forte de plus de 40 000 membres, a adopté une [résolution](#) qui reflète la position sur la Palestine du [Congrès irlandais des syndicats \(Irish Congress of Trade](#)

[Unions, ICTU](#)), [fort de 800 000 membres](#) en accordant un plein soutien au mouvement BDS et à ses aspirations. Et, il y a moins d'une semaine, l'Union des étudiants d'Irlande (Union of Students in Ireland, USI), qui représente [374 000 étudiants](#) de l'enseignement supérieur, [a voté](#) de la même manière.

Aujourd'hui même (11 avril), Cork, la troisième ville d'Irlande, [a exhorté](#) le gouvernement irlandais à « condamner » le « massacre récent » de civils palestiniens par l'armée israélienne à Gaza et à « prendre des mesures diplomatiques contre Israël en expulsant un certain nombre de ses diplomates et en reconnaissant l'État de Palestine. »

Les violations des droits humains des Palestiniens perpétrées par Hewlett Packard sont confirmées par de nombreux éléments. Non seulement HP [fournit](#) à l'armée israélienne des services et de la technologie qui permettent l'occupation militaire et le siège de Gaza par Israël ainsi que des [technologies biométriques](#) qui donnent au gouvernement israélien les moyens de mettre en œuvre son système de ségrégation raciale contre les Palestiniens, mais HP s'est montré complice d'Israël en [équipant](#) le système carcéral israélien, tristement célèbre pour sa pratique de la [torture](#) et d'autres atteintes aux droits humains.

Les campagnes de BDS pour les droits humains des Palestiniens ont déjà infligé à HP des dommages sur le plan financier et sur celui de la réputation. Plusieurs mouvements chrétiens des États-Unis ont déjà [retiré leurs investissements chez HP](#) au niveau national, et 26 églises chrétiennes, dans tout le pays, se sont engagées à être des [églises sans HP](#) qui refusent d'acheter le moindre produit HP. La campagne contre HP a suscité le soutien de groupes de croyants, [d'associations étudiantes](#) et de syndicats du monde entier. Face à une telle pression, HP a procédé à un [remaniement](#) de ses structures qui ne change rien au degré de [complicité](#) des sociétés impliquées et ne les protège pas contre les campagnes de BDS.

En prenant cette décision, Dublin rejoint [des dizaines de collectivités locales](#) en Espagne, en Norvège, en Suède, en France, au Royaume-Uni, en Belgique et en Australie qui ont adopté des résolutions de soutien au BDS ou ont pris l'engagement d'éviter de conclure des transactions avec des sociétés visées par le mouvement BDS en raison de leur complicité avec les violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (Palestinian BDS National Committee, [BNC](#)) est la coalition la plus vaste de la société civile palestinienne. Elle anime et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

La Conférence sur les études féminines en Thaïlande rompt ses liens avec une université coloniale israélienne

Campagne BDS-Thaïlande et Campagne Solidarité Palestine-Thaïlande – 5 mai 2018

L'Université Kasetsart de Bangkok met fin à son partenariat avec l'Université Ariel pour la Conférence sur les études féminines de juin 2018.

La Campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions)-Thaïlande et la Campagne Solidarité Palestine (PSC)-Thaïlande saluent la décision de principe prise par l'Université Kasetsart de Bangkok et par le Centre international pour la

recherche et le développement (ICRD) de mettre fin à tous liens avec l'Université coloniale israélienne Ariel pour la prochaine Conférence internationale sur les études féminines et les études de genre.

Les Campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont été informées il y a quelques semaines, par des universitaires, que l'Université Ariel était partenaire de la Conférence prévue les 29 et 30 juin 2018 à l'Université Kasetsart.

Outre ce partenariat officiel, la professeure Mally Shechory-Bitton, vice-rectrice et responsable du département de criminologie de l'Université Ariel, était annoncée comme la « présidente académique de la Conférence » et aussi comme le principal « intervenant » et membre du « Comité scientifique international » de la Conférence.

Avec le soutien d'universitaires et de la Campagne palestinienne pour les boycotts académiques et culturels d'Israël (PACBI), les Campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont contacté les autorités de l'Université Kasetsart et du Centre international pour la recherche et le développement (ICRD) pour leur demander de se retirer du partenariat de l'Université Ariel et d'annuler l'invitation à la professeure Mally Shechory-Bitton. Le mouvement BDS cible les institutions en raison de leur complicité avec l'oppression israélienne des Palestiniens, il ne cible pas les individus. Dans le cas de la professeure Mally Shechory-Bitton, l'appel à l'annulation de son invitation était justifié par son rôle en tant que représentante d'un établissement d'enseignement supérieur colonial engagé dans de graves violations du droit international.

Les campagnes BDS et PSC-Thaïlande ont soulevé le fait que l'Université Ariel est une université israélienne située dans une colonie de peuplement israélienne illégale, au sein du Territoire palestinien occupé, et par conséquent, construite sur une terre qui a été volée aux Palestiniens. Selon le droit

international, le transfert de population depuis l'État occupant à l'intérieur du territoire occupé et la création de colonies de peuplement constituent un crime de guerre. Les colonies de peuplement israéliennes ont été à plusieurs reprises déclarées illégales en droit international par des Institutions des Nations-Unies, telles que le Conseil de Sécurité, l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice. De fournir un lieu pour un événement organisé, même en partie, par une université coloniale engagée dans des crimes de guerre aurait impliqué l'Université Kasetsart et l'ICRD dans ces crimes de guerre, et profondément nui à leur réputation.

Après un échange de courriels et de lettres, l'Université Kasetsart et l'ICRD ont décidé d'annuler le partenariat de l'Université Ariel et l'invitation à la professeure Mally Shechory-Bitton. Cette sage décision a été prise rapidement, elle est conforme au droit international et à la position de l'État de Thaïlande qui a constamment voté en faveur des résolutions des Nations-Unies déclarant illégales les colonies de peuplement israéliennes, et qui a reconnu la Palestine comme un État souverain.

<https://bdsmovement.net/news/womens-studies-conference--thailand-cuts-ties-israeli-settlement-university>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

**Un festival de propagande
israélienne annulé dans une**

université française

Par Ali Abunimah, Electronic Intifada

Les militants célèbrent une victoire pour les droits des Palestiniens après qu'un festival faisant la promotion d'Israël ait été annulé à l'université de Lille, dans le nord de la France, la semaine dernière.

Pendant ce temps, le gouvernement continue d'être complice des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, qu'il prétend dénoncer.

Le festival [Escale en Israël](#) devait se dérouler du 14 au 17 Février, avec des conférences, de la musique, des films, des dégustations de vins et de gastronomie. Il était sponsorisé par l'université et plusieurs entreprises privées.

Lille | L'Université Lille 1 dit non à l'apartheid israélien !

Le festival « Escale en Israël », en lien avec l'Institut Français et sa « Saison croisée France-Israël », a été annulé suite aux protestations écrites et à l'intervention des militants. <https://t.co/ghSk2yJBtS> pic.twitter.com/t7Tpa5UbUK

– BDS France (@Campagnebds) [17 février 2018](#)

En apparence organisé par des étudiants de commerce de l'université, le festival faisait aussi [partie](#) de la [Saison France-Israël 2018](#), une série d'évènements de propagande soutenu par l'Institut Français, la branche culturelle du gouvernement français à l'international, en collaboration avec Israël.

La Saison France-Israël a pour objectif de célébrer les 70 ans du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, qui servit à créer « l'état juif » sur les ruines des vies, des villages et des villes des Palestiniens.

La branche locale de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) [a écrit](#) au président de l'université pour [demander](#) l'annulation du festival Escale en Israël.

L'association écrit que "bien qu'il prétend avoir lieu à des fins culturelles," le festival "masquerait les crimes régulièrement commis par cet état colonial, à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza ou à l'intérieur même d'Israël."

Deux professeurs ont également [écrit](#) au président, exhortant l'université d'annuler un festival qui a pour objectif de "blanchir la politique israélienne d'apartheid et de colonisation."

L'AFPS [a appelé à manifester](#) sur le campus le soir où le festival devait commencer.

Des militants [sont venus](#) avec des drapeaux palestiniens et des posters demandant la libération d'Ahed Tamimi, l'adolescente victime d'un simulacre de procès par les autorités militaires israéliennes pour avoir giflé et bousculé des soldats d'occupation lourdement armés après que l'un d'entre eux ait tiré sur son cousin, à la tête.

D'autres [tenaient des posters](#) soutenant Salah Hamouri, le défenseur franco-palestinien des droits humains qui est [emprisonné par Israël](#) sans charge ni procès depuis le mois d'Août.

Réalisant qu'ils faisaient face à une opposition déterminée de défenseurs des droits humains, les organisateurs du festival décidèrent d'y mettre fin.

"Les manifestants nous ont dit qu'ils viendraient protester à

chacun de nos événements, alors nous avons décidé d'arrêter," a [déclaré à la presse](#) Gaëlle Robin, une étudiante en marketing qui avait aidé à l'organisation du festival pro-israélien. "Nous ne voulions pas créer plus de polémique à ce sujet."

BDS France, un groupe militant qui soutient la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens, [a qualifié](#) l'annulation "de belle victoire contre la normalisation de l'apartheid israélien."

La colère de l'ambassade israélienne

L'ambassadrice d'Israël à Paris, Aliza Bin Noun, a exprimé son indignation et a demandé la condamnation par les dirigeants français des étudiants et des professeurs qui soutiennent les droits des Palestiniens.

Dans [une lettre ouverte](#) au président de l'université de Lille, Mme Bin Noun affirme que le mouvement BDS est illégal en France et que l'annulation "nourrit l'incitation à la violence et à la haine d'Israël."

La demande de Mme Bin Noun aux autorités est compréhensible puisqu'il semblerait qu'en France, comme dans d'autres pays, les jeunes gens sont bien plus ouverts aux droits des Palestiniens que les élites de l'état, alignées sur Israël.

Mme Bin Noun le sait pour s'y être confrontée : en Mars dernier une grande partie des étudiants de la prestigieuse université de Sciences Po Rennes ont [quitté leur amphi](#) alors que l'ambassadrice donnait une conférence sur leur campus, scandant "Liberté pour la Palestine."

L'assureur contesté

Un autre signe qui montre que les militants français ne se laissent pas museler par la main de fer des autorités est qu'ils [ont manifesté](#) dans une dizaine de villes plus tôt ce mois-ci devant les bureaux du géant de l'assurance basé en

France, AXA.

Ceci fait [partie d'une campagne en cours](#) pour exiger de l'entreprise qu'elle se retire des banques israéliennes qui sont impliquées dans la construction des colonies illégales israéliennes sur les terres palestiniennes occupées.

Le soutien de la France à l'économie des colonies israéliennes

Alors que les défenseurs des droits humains en France continuent de dénoncer la complicité de leur pays avec le régime d'occupation et de colonisation d'Israël, leurs dirigeants continuent de la renforcer.

Ce mois-ci, l'ambassade de France à Tel-Aviv s'est encore une fois associée à la chaîne de supermarchés Shufersal dans le cadre de la semaine "So French So Food", une "[célébration](#)" de la gastronomie en Israël, soutenue par le gouvernement français.

Les magasins Shufersal mettent en vue des produits français, soulignant bien que la promotion est "en coopération avec l'ambassade de France."

Lors des [mêmes promotions en 2016](#), ces publicités étaient présentes aussi dans les magasins Shufersal des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Toutes les colonies israéliennes sont illégales selon le droit international et la France, comme d'autres pays européens, affirme les rejeter.

Mais cette photo prise la semaine dernière par un militant israélien montre bien les promotions soutenues par le gouvernement dans le magasin Shufersal, au [17 Tzvia ve Yitzhak Street de la colonie Gilo](#) (voir plus bas).

On sait depuis longtemps que l'entreprise Shufersal tire profit de la colonisation, et la presse israélienne a rapporté qu'elle figure parmi les centaines d'entreprises de la [liste](#)

[des Nations Unies](#) de compagnies faisant du commerce dans les colonies illégales.

Shufersal possède des branches dans les colonies à travers la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est occupée, [selon Who Profits](#), une association qui fait des recherches sur les entreprises complices de l'occupation militaire et de la colonisation israélienne.

Shufersal achète et distribue également des produits des colonies.

Un ministre hollandais démissionne

En fin d'année dernière, l'ambassade hollandaise à Tel-Aviv [a signé un partenariat similaire](#) avec l'entreprise dans les colonies.

Questionné sur le sujet par des députés, le ministre hollandais des affaires étrangères, Halbe Zijlstra, [a trompé le parlement](#) en affirmant que la promotion chez Shufersal ne concernait pas les colonies. Des photos montrent le contraire.

Une lettre obtenue par des parlementaires [discrédite encore plus](#) l'affirmation de Zijlstra que l'ambassade de Hollande avait découragé les entreprises hollandaises d'opérer dans les colonies de Cisjordanie lorsqu'elle leur a demandé de participer à la promotion de Shufersal.

Des parlementaires [ont soumis des questions complémentaires](#), mais Zijlstra ne sera pas tenu responsable en tant que ministre des affaires étrangères.

Il a [démissionné de son poste](#) plus tôt ce mois-ci après avoir admit qu'il avait menti en disant avoir assisté à une rencontre avec Vladimir Poutine en 2006 lors de laquelle, affirmait Zijlstra, le président russe avait exposé une stratégie d'expansion de la Russie.

Les représentants français semblent au moins aussi déterminés

que leurs homologues hollandais à se soustraire à toute responsabilité.

Interrogé sur les raisons d'un nouveau partenariat entre la France et une des principales entreprises qui tirent profit de la colonisation, une source diplomatique française a déclaré à The Electronic Intifada que le partenariat de l'ambassade avec Shufersal "ne constitue en aucun cas un soutien à l'activité des colonies."

Les faits nous disent tout autre chose.

Traduction : Lauriane G. pour BDS France

Source : Electronic Intifada <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-propaganda-festival-canceled-french-university>

Le top des 30 actions BDS de 2017

6 février 2018

Liste des 30 actions les plus fortes de BDS en 2017

GOUVERNEMENTS & PARTIS POLITIQUES

1. Un rapport de l'ONU a établi qu'Israël a imposé un système d'apartheid sur l'ensemble du peuple de Palestine et a appelé à des actions de BDS pour mettre fin à ce régime d'apartheid.

2. L'Afrique du Sud a encore donné une leçon au monde sur la façon de résister concrètement à l'injustice lorsque le Congrès National Africain (ANC) au pouvoir a voté à

l'unanimité à son assemblée générale, la dégradation des liens diplomatiques de l'Afrique du Sud avec Israël

3. Les Socialistes Démocrates forts de 25 000 membres aux États Unis ont déclaré leur soutien total à la lutte palestinienne et ont endossé le mouvement BDS.

4. Le Parlement espagnol a affirmé que le droit de défendre les droits des Palestiniens par BDS est sous la protection de la liberté de parole et d'association. Des centaines de représentants élus de l'État espagnol ont endossé BDS pour les droits des Palestiniens.

5. Le conseil municipal de Barcelone a décidé de soutenir les droits des Palestiniens en adoptant des lignes directrices éthiques dans la passation des marchés excluant les entreprises engagées dans l'occupation militaire israélienne. L'année passée, des dizaines de conseils municipaux de l'État espagnol se sont déclarés « Zones libres de l'apartheid israélien ».

6. Le gouvernement britannique a subi une défaite en justice au profit de la Campagne de Solidarité avec la Palestine (Palestine Solidarity Campaign, PSC) et de ses alliés par un jugement qui déclare illégal la restriction mise par le gouvernement au droit des autorités locales de désinvestir d'entreprises complices des violations israéliennes des droits humains des Palestiniens.

7. Le Parlement suisse a bloqué les tentatives israéliennes de criminaliser le soutien à BDS.

CULTURE, SPORT & MUSIQUE

8. Six joueurs en Ligue Nationale de Football (NJF) des États Unis ont refusé un voyage de propagande sponsorisé par le gouvernement israélien, tous frais payés, organisé pour améliorer l'image d'Israël qui se dégrade rapidement.

9. L'artiste Lorde, lauréate des Grammy Awards, a annulé son concert à Tel Aviv de même que la rappeuse, Princesse Nokia (Destiny Nicole Frasier) qui est une jeune icône féministe, à la suite d'interventions de militants BDS appelant à respecter la ligne de résistance palestinienne. Plus de 100 artistes connus ont écrit en soutien au droit de Lorde de suivre sa conscience et d'exercer son droit au boycott.

10. Des vagues de boycott ont frappé le festival israélien de cinéma LGBT et elles ont montré un respect croissant pour la ligne de résistance palestinienne de BDS.

11. Neuf spectacles musicaux se sont retirés du festival Pop-Kultur de Berlin après que des défenseurs des droits des Palestiniens aient mis en avant que le festival violait la ligne de résistance BDS des Palestiniens.

12. Des photographes portugais de premier plan ont lancé une action de refus d'invitations professionnelles ou de financement israélien et de refus de collaborer avec les institutions culturelles israéliennes jusqu'à ce qu'Israël « se plie au droit international et respecte les droits humains des Palestiniens ».

ÉGLISES

13. Le Conseil Sud-Africain des Églises (SACC) et le Conseil des Églises Africaines Indépendantes (CAIC) qui représentent plus de un million de Chrétiens en Afrique du Sud, ont annoncé leur soutien à la lutte des Palestiniens et au mouvement BDS.

14. L'Église Mennonite des USA a voté par une écrasante majorité de 98% le désinvestissement d'entreprises qui tirent profit de l'occupation israélienne, à la suite de plusieurs des principales églises qui ont adopté cette même politique au cours des années récentes, y compris l'Église Presbytérienne des USA, l'Église Unie du Christ et l'Église Méthodiste Unie.

15. Vingt trois églises américaines se sont déclarées libérées

d'HP à la suite d'appels de Chrétiens palestiniens à boycotter cette compagnie pour sa complicité avec les violations par Israël des droits humains des Palestiniens.

SYNDICATS ET MOUVEMENTS SOCIAUX

16. La plus grande fédération syndicale de Norvège, LO, qui représente près d'un million de travailleurs a endossé le boycott total d'Israël pour que soient atteints les droits des Palestiniens en droit international.

17. Un syndicat national d'agriculteurs fort de 16 millions de membres en Inde, le All Kisan Sabha (AIKS) a rejoint le mouvement BDS.

18. Le plus grand syndicat de travailleurs du secteur privé au Canada (Unifor) qui représente plus de 310 000 membres, a endossé le droit au boycott et à mettre en oeuvre des actions BDS pour mettre fin à l'occupation militaire israélienne.

19. Le BDS du Golfe, a tenu sa première conférence régionale anti normalisation à Koweït City, avec une large participation d'intervenants, d'organisations, de militants et de personnalités politiques de toute la région du Golfe Arabique.

20. Des mouvements sociaux colombiens de grande ampleur, des organisations et des syndicats ont rejoint le mouvement BDS et appelé parallèlement au soutien à leur propre lutte pour la liberté et les droits humains.

21. Plus de 200 organisations latino-américaines, coalitions, mouvements sociaux et personnalités ont publié une lettre adressée au Directoire de la multinationale mexicaine Cemex, appelant ses membres à mettre fin à la complicité de l'entreprise avec les violations par Israël des droits humains dans le territoire palestinien occupé. Leurs efforts font partie d'une campagne qui se développe sous #StopCemex.

ENTREPRISES

22. G4S a souffert de plus de pertes dans le monde à cause de la poursuite de sa complicité avec les crimes israéliens. ONU Femmes est devenue la cinquième agence onusienne en Jordanie à abandonner ses contrats avec G4S à la suite d'une campagne de militants BDS locaux et sept compagnies privées et publiques de Jordanie ont mis fin à leurs contrats de service avec G4S. Le syndicat des médecins du Liban a lâché G4S, suite à une campagne de militants du boycott au Liban. G4S a aussi connu sa première perte en Équateur où un institut de recherche a dénoncé son contrat avec cette compagnie à la suite d'une campagne BDS. Une direction du transport en Californie a dénoncé son contrat avec G4S après qu'une coalition de défenseurs des droits humains et de syndicats, dont des militants BDS, ait mis en avant le rôle de la compagnie dans la violation des droits humains en Palestine et aux États Unis.

23. Le troisième plus gros fonds de pension du Danemark, « Sampension » a exclu quatre banques et sociétés de son portefeuille, à l'appui de leurs investissements dans les colonies israéliennes illégales. Ont été identifiées : deux banques israéliennes, Hapoalim et Leumi, l'entreprise allemande de BTP HeidelbergCement et Bezeq, la plus grande compagnie de téléphone israélienne qui possède les installations téléphoniques des colonies.

24. Le principal opérateur de transport d'Israël, « Egged » a perdu un contrat de 190 millions d'euros pour la gestion du transport public aux Pays Bas.

25. Air Canada a mis fin à un contrat de maintenance d'une valeur de dix millions de dollars avec la firme israélienne d'armement « Israël Aerospace Industries » deux ans avant la fin du contrat.

26. Une des plus grandes organisations aéromédicales du monde, Australia's Royal Flying Doctors (RFDS) a refusé les services de l'armée israélienne et de la société de technologie Elbit

Systems. Elbit Systems produit 85% des drones utilisés par l'armée israélienne, dont ceux qui ont attaqué les civils palestiniens à Gaza de 2009 à 2014.

UNIVERSITÉS

27. La plus grande université d'Afrique du Sud, l'Université de Technologie de Tshwane (TUT) qui compte plus de 60 000 étudiants, a endossé le boycott académique d'Israël.

28. Deux universités chiliennes ont annulé des événements sponsorisés par l'ambassade israélienne. Des étudiants en médecine dans la plus grande université du Chili ont aussi voté la rupture des liens avec des universités israéliennes.

29. Sept directions étudiantes américaines ont voté le désinvestissement d'entreprises qui profitent de l'occupation israélienne. Ce sont notamment l'Université de Tufts, l'Université du Michigan, l'Université d'État de Californie à Long Beach, le Collège De Anza, le Collège Pitzer, l'Université de Floride du Sud, l'Université du Wisconsin à Madison.

30. La prestigieuse Université Catholique de Louvain en Belgique a annoncé son retrait de LAW TRAIN, un projet de recherche financé par l'UE en coopération avec la police israélienne et le ministère israélien de la sécurité publique. Ce retrait fait suite à un retrait de grande notoriété du ministère de la justice du Portugal.

Par le Comité National Palestinien de Boycott, Désinvestissement, Sanctions / Australie, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Allemagne, le Golfe, Jordanie, Koweït, Inde, Liban, Mexique, Pays Bas, Norvège, Afrique du Sud, État espagnol, Suisse, États Unis, Royaume Uni.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: S.F pour BDS France

Le Conseil municipal de La Nouvelle Orléans vote une mesure défendue par les militants de BDS

Aïda Chavez

le 12 janvier 2018

La Nouvelle Orléans a approuvé jeudi une résolution engageant à prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans des sociétés dont les pratiques violent les droits de l'Homme – initiative mise en avant dans le conseil comme faisant partie de la campagne pour boycotter, se désinvestir et sanctionner Israël pour son occupation des territoires palestiniens. La Nouvelle Orléans est ainsi la première ville du Sud – et l'une des plus grandes du pays – à voter une résolution en accord avec le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, connu par ses initiales BDS.

« Cette résolution reconnaît spécifiquement les obligations sociales et éthiques de la ville à prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans certaines sociétés, à savoir celles qui violent systématiquement les droits de l'Homme, les droits civiques ou les droits du travail », a dit le président du Conseil Jason Williams juste avant le vote. La résolution a été votée unanimement par le conseil, les cinq membres présents votant pour.

Cinq des sept membres du conseil municipal, dont le maire élu, ont co-parrainé la résolution, élaborée par le Comité Palestine Solidarité de la Nouvelle Orléans, dans le sillage des décrets présidentiels sur l'immigration émis l'année dernière par le président Donald Trump, y compris un contrôle sur les droits de l'Homme pour tous les contrats et investissements de la ville afin d'éviter de faire des affaires avec des sociétés complices d'abus.

Et les défenseurs et les détracteurs s'accordent pour dire que le mouvement de boycott d'Israël progresse. Rien que ces dernières semaines, un tribunal de New York a entendu l'affaire d'une association étudiante pro-BDS qui a été interdite sur le campus d'un collège, et la chanteuse pop Lorde a accédé à la requête de militants du boycott d'annuler un concert en Israël. Quelques gouvernements locaux ont voté des mesures en opposition avec le mouvement BDS – et ces mesures ont été poussées jusqu'au niveau fédéral – mais des villes comme Portland, Oregon, ont voté des mesures limitées pro-BDS.

La résolution dit que le conseil municipal « encourage la création d'un processus de contrôle des investissements et contrats directs afin de les inclure ou de les retirer des titres corporatifs et des partenaires contractuels ». La revue des droits de l'Homme se fait pour être « conforme aux responsabilités de ses résidents », déclare la résolution, parce que « la ville a des obligations sociales et éthiques de prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans des sociétés dont les pratiques violent systématiquement les droits de l'Homme ».

« Ce que nous faisons au niveau local n'a pas d'impact sur ce qui se passe aux niveaux national et international. »

« Même s'il n'est pas très musclé », a dit Tabitha Mustafa, le vote de la résolution « prouve que la ville reconnaît ce qui se passe en Israël ».

« C'est important parce que, le premier projet de loi une fois voté, au moins, la ville souhaite dire : « Il s'agit de quelque chose à quoi nous ne voulons pas contribuer », a dit Mustafa. « Ce que nous faisons au niveau local n'a pas d'impact sur ce qui se passe aux niveaux national et international. »

Le langage de cette résolution est délibérément ouvert et inclusif, a expliqué Max Geller, organisateur du Comité Palestine Solidarité, parce que la stratégie de l'association consistait à encapsuler la « lutte commune », malgré les efforts faits par une association qui met l'accent sur BDS. Ce langage ouvert a permis aux militants de trouver un terrain commun entre les questions auxquelles font face les Palestiniens et les résidents de la Nouvelle Orléans. Par exemple, l'une des associations sur la liste de boycott des militants pro-palestiniens, c'est Caterpillar, qui fabrique de gros engins de construction, dont ceux utilisés par l'armée israélienne pour démolir les maisons des Palestiniens.

« Je pense que Caterpillar intéresse particulièrement La Nouvelle Orléans , étant donné l'espèce d'optique de démolition de maisons et l'expérience vécue par tant de gens déplacés de la Nouvelle Orléans après Katrina », a dit Geller. « La ville elle même est vraiment prête à agir selon le principe élémentaire selon lequel 'les gens devraient pouvoir rester dans leurs maisons' et 'les déplacer, ce n'est pas bien'. »



Les Droits des Palestiniens

@US_Campaign

#BDSWIN ! Le conseil municipal de La Nouvelle Orléans vient de voter à l'unanimité une résolution pour filtrer – et sortir des investissements et contrats de ville – les sociétés qui profitent des abus des droits de l'Homme, des droits civiques et des droits du travail, et autres violations.

Félicitations à @NOPSC ! #BDSNOLA

12 janvier 2018

Les membres de la délégation des congrégations de Louisiane à Washington ont dénoncé le mouvement imminent lorsqu'ils en ont été informés mercredi. « Je trouve que c'est fou », a dit le sénateur républicain Bill Cassidy interrogé par le magazine The Intercept sur ce qu'il pensait de la promotion par la Nouvelle Orléans d'une résolution BDS.

« Je veux avoir plus de détails parce que cela ressemble à quelque chose comme : Qu'est-ce qu'ils ont en tête ? » a dit Cassidy. « Je veux dire, vous envoyez un signal à votre ville.

Je veux savoir exactement ce que ça donne, mais à première vue, ça a l'air fou. »

Cassidy faisait partie de ceux qui ont co-parrainé l'Acte israélien controversé Anti-Boycott, qui a été déposé en mars par le sénateur Ben Cardin, D-Md., pour cibler le mouvement BDS. Après les objections de l'ACLU sur le fait que le projet de loi criminalisait la liberté d'expression – disant que les violations « seraient soumises à une sanction civile d'au minimum 250.000 \$ et à une sanction pénale d'au maximum 51 millions de dollars et une peine de 20 ans de prison » – Cardin s'est montré disposé à amender la loi.

Source: [The Intercept](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Les principales victoires de BDS en 2017

Il n'a fallu que quatre jours à une célèbre chanteuse pour annuler son spectacle à **Tel-Aviv**, en réponse à la demande expresse de ses fans de respecter la ligne de piquetage.

La décision prise par **Lorde**, la veille de **Noël**, de retirer son show à **Tel-Aviv** de sa tournée mondiale – en faisant remarquer que prévoir la spectacle en premier lieu « *n'était pas la bonne décision* » – a marqué la fin d'une année réussie pour le mouvement **BDS** dirigé depuis la **Palestine**.

2017 a vu le mouvement en faveur des droits palestiniens s'amplifier grâce notamment à toute une série d'artistes,

d'athlètes, d'hommes politiques, de travailleurs culturels, d'organisations confessionnelles, d'étudiants, de syndicats et autres activistes.

Israël en a pris bonne note, évidemment.

Plus tôt, cette année, d'importants groupes de pression israéliens ont admis dans un rapport secret – dont une version complète a été récupérée et publiée par **The Electronic Intifada** – qu'ils n'étaient pas parvenus à contrer le mouvement de solidarité avec la **Palestine**, malgré un important accroissement de leurs dépenses.

Le rapport soulignait l'incapacité d'**Israël** à endiguer la « *croissance impressionnante* » et les « *succès significatifs* » du mouvement **BDS** et il développait nombre de stratégies, reprises par le gouvernement israélien, visant à inverser la détérioration de la position d'**Israël**.

De même, en mars, le principal stratège anti-**BDS** israélien reconnaissait que le mouvement de boycott gagnait du terrain, malgré les dizaines de millions de dollars de subsides du gouvernement israélien et la formation de tout un ministère gouvernemental concentré uniquement sur le combat contre **BDS**.

Prenant la parole lors d'une conférence anti-**BDS** à **New York**, l'ambassadeur d'**Israël** **Danny Danon** déclarait que « *le mouvement BDS est toujours actif et puissant. Chaque jour, des groupes universitaires et religieux, des syndicats d'étudiants et des sociétés d'investissement deviennent la proie des appels au boycott* ».

« Notre moment Afrique du Sud est proche »

Au moment où les stratèges et représentants israéliens s'inquiétaient grandement de leur incapacité à endiguer la marée **BDS**, des sondages au **Royaume-Uni**, au **Canada** et aux

États-Unis révélaiient tous que le soutien du grand public au boycott et aux sanctions contre **Israël** gagnait en intensité.

En **Californie**, le chapitre du **Parti démocrate** de l'État a approuvé une résolution – sans qu'il y ait eu de débat – qui condamnait les implantations illégales d'**Israël** en **Cisjordanie occupée** ainsi que le refus d'accès opposé par Israël aux activistes qui critiquaient l'État.

Cette résolution faisait également état, et c'est remarquable, de son soutien aux organisateurs qui s'engagent dans le mouvement **BDS** et qui sont confrontés sur les campus à une répression croissante de la part des autorités de l'État et des autorités fédérales.

En décembre, au **Royaume-Uni**, la responsable du développement au sein du **Parti travailliste**, **Kate Osamor**, une solide alliée du leader de l'opposition **Jeremy Corbyn**, tweetait explicitement son approbation à propos de **BDS**.

En été, la **Haute Cour de Londres** a décrété que le gouvernement conservateur avait agi illégalement en essayant d'empêcher des conseils locaux du **Royaume-Uni** de désinvestir de firmes impliquées dans l'occupation militaire israélienne, ce qui a porté un vilain coup aux représentants d'Israël cherchant à criminaliser le mouvement **BDS**.

Pendant ce temps, confronté aux tentatives manifestes d'**Israël** de le réduire au silence et de saper la popularité de **BDS**, **Omar Barghouti**, le cofondateur du mouvement **BDS**, a invité instamment les gens du monde entier à intensifier les campagnes de boycott en disant que c'était la meilleure façon de soutenir le peuple palestinien.

Barghouti s'est vu décerner le **prix Gandhi de la paix** pour son travail en tant que défenseur des droits de l'homme. L'an dernier, il a été frappé par **Israël** d'une interdiction de voyage et a reçu des menaces ouvertes de la part des principaux ministres de l'État.

En mars, **Barghouti** encensait [un rapport – qu'on peut qualifier d'historique – publié par les Nations unies](#) et qui concluait qu'**Israël** est coupable du crime d'apartheid. Ce rapport s'attirait les louanges des **Palestiniens** et la colère d'**Israël** et de ses alliés.

Barghouti déclarait que le rapport de l'**ONU** était un signe pour les **Palestiniens** de ce que « *notre moment Afrique du Sud est proche* », et il ajoutait que le rapport était « *un indicateur solide de ce que l'apartheid israélien est destiné à disparaître, comme ce fut le cas en Afrique du Sud* ».

Il faisait en outre remarquer que le rapport « *peut très bien constituer le premier rayon de lumière menant à des sanctions contre le régime israélien de l'occupation, du colonialisme d'implantation et de l'apartheid* ».

Voici quelques-unes des autres victoires du mouvement **BDS** en 2017, telles que les rapporte ***The Electronic Intifada***.

Athlètes, écrivains, chefs cuisiniers et artistes ont laissé tomber Israël

En février, des footballeurs professionnels américains ont annulé une tournée de propagande en **Israël**. Parmi ces footballeurs, le joueur des **Seattle Seahawks**, **Michael Bennett**, a annoncé qu'il « *ne se laisserait pas utiliser* » par le gouvernement israélien pour blanchir les violations par ce dernier des droits palestiniens.

« *Je veux être une »voix des sans-voix* », a ajouté **Bennett**, « *et je ne puis l'être en accomplissant ce genre de voyage en Israël.* »

En été, un groupe de cinéastes, d'artistes et de présentateurs ont annulé leurs apparitions prévues à **TLVFest**, le plus

important festival du film **LGBTQ** d'**Israël**, à **Tel-Aviv**, suite à des appels à le faire émanant d'activistes palestiniens gays et de supporters du boycott.

Ces annulations très en vue en guise de soutien de la campagne **BDS** ont incité **The Jerusalem Post** à admettre que, si le festival « *se déroule depuis plus d'une décennie, il n'a toutefois jamais dû faire face à une campagne aussi efficace* ».

Plus tard, en automne, certains des chefs cuisiniers les plus connus de la planète ont annulé les « *Tables rondes* », une initiative de propagande sponsorisée par le gouvernement israélien et qui recourt à la cuisine internationale pour redorer le blason d'**Israël**.

« *Le festival des Tables rondes a lieu dans le même temps que l'armée et les colons israéliens vivant illégalement sur les terres volées aux Palestiniens agressent les Palestiniens pendant leur récolte annuelle des olives* », a expliqué **Zaid Shoaibi**, du **PACBI**, la **Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël**.

Et l'association littéraire **PEN America** a révélé posément qu'elle n'acceptait plus de fonds du gouvernement israélien pour son festival annuel des Voix du monde, suite à des appels émanant de plus de 250 écrivains, poètes et éditeurs connus.

L'association avait essuyé de sévères critiques pour s'être servie de fonds en provenance du gouvernement israélien, lequel emprisonne des journalistes et écrivains palestiniens en **Israël** et en **Cisjordanie occupée** en raison de leur travail.

BDS est appliqué par des villes, des églises, des groupes politiques

et des syndicats

En mai, la plus grande et la plus influente des organisations syndicales norvégiennes a appelé au boycott total d'**Israël**, quelques jours à peine après que la municipalité norvégienne de **Lillehammer** avait adopté une résolution de boycott des produits israéliens en provenance des colonies.

Lillehammer est devenue la troisième ville de **Norvège** à appeler au boycott des colonies, après **Trondheim** et **Tromsø**.

En avril, le conseil municipal de **Barcelone** a voté le maintien du droit de boycotter **Israël**, il a condamné l'occupation des terres palestiniennes par **Israël**, il a réclamé la fin du blocus de **Gaza** et il a promis de faire en sorte que la politique d'achat de la ville exclurait les sociétés qui tirent profit des violations des droits de l'homme par **Israël**.

En juillet, la secte de l'**Église mennonite des États-Unis**, forte de 95 000 membres, a rallié le nombre sans cesse croissant de congrégations chrétiennes ayant entrepris des dernières années des actions de soutien aux droits de l'homme des **Palestiniens**.

Dans une résolution approuvée par 98 pour 100 des délégués lors de sa convention de **Floride**, l'**Église mennonite** a voté la condamnation de l'occupation militaire israélienne et le soutien au désinvestissement des sociétés tirant profit des violations des droits palestiniens.

Le 7 juillet, la **Communion mondiale d'Églises réformées** a appelé les plus de 80 millions de fidèles de ses congrégations membres à examiner leurs investissements concernés par la situation en **Palestine**.

Un mois plus tard, les **Socialistes démocrates de l'Amérique (DSA)** ont voté massivement pour un soutien à l'appel **BDS**.

« De la même façon que nous avons répondu à l'appel au boycott

de l'Afrique du Sud durant l'apartheid, nous sommes solidaires avec le peuple palestinien », a déclaré le vice-directeur national des **DSA**.

Les **DSA**, qui sont la plus importante organisation socialiste démocratique des **États-Unis**, avec plus de 25 000 membres, ont vu le nombre de leurs affiliés multiplié par quatre suite à la résurgence de la politique de gauche aux **États-Unis** et en **Europe**, et tout particulièrement depuis la campagne présidentielle du sénateur **Bernie Sanders**, en 2016.

Au **Royaume-Uni**, les membres juifs du **Parti travailliste** ont fondé un nouveau groupe – **Jewish Voice for Labour** (*une voix juive pour le Labour*) – qui se présente comme un défi au groupe de pression existant en faveur d'**Israël**, lequel se prétend le représentant des membres juifs du parti.

Le document de fondation de **Jewish Voice for Labour** défend fermement « le droit des partisans de la justice pour les Palestiniens de s'engager dans des activités de solidarité telles que le boycott, le désinvestissement et les sanctions ».

Toujours au **Royaume-Uni**, le principal syndicat des enseignants du pays a lancé une action de boycott de **HP** en raison du rôle du géant de la technologie dans l'occupation israélienne.

G4S continue à être mis au ban

La première société de sécurité privée du monde, **G4S**, a continué à subir de lourdes pertes financières dans le monde entier depuis qu'on s'est davantage penché sur le fait qu'elle tire profit des violations des droits de l'homme.

G4S a contribué à faire fonctionner les prisons israéliennes où l'on torture des prisonniers palestiniens et elle a équipé des prisons, centres de détention et installations de déportation pour jeunes tant aux **États-Unis** qu'au **Royaume-Uni**.

La société a également été impliquée dans des violations concernant le travail et les droits de l'homme en **Afrique** et dans des installations à l'étranger où l'**Australie** enferme des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Un institut de recherche équatorien a annoncé en février qu'il avait laissé tomber son contrat avec **G4S** après avoir rencontré des activistes.

Suite à une campagne menée par **BDS Jordanie**, les **Femmes de l'ONU** en **Jordanie** ont résilié leur contrat avec **G4S** en octobre, et c'est la cinquième agence des **Nations unies** à procéder de la sorte dans ce pays.

De même, le **conseil des transports de Sacramento**, en **Californie**, s'est décidé à résilier son contrat de sécurité avec **G4S**, suite au travail des activistes **BDS** afin de mettre en lumière le rôle de la société dans les violations des droits en **Palestine** et aux **États-Unis**.

L'an dernier, **G4S** a annoncé qu'il laissait tomber toute une série d'affaires controversées, y compris sa filiale en **Israël** et ses activités dans la détention de jeunes aux **États-Unis**.

The Financial Times a décrit cette mesure comme une tentative de **G4S** de se distancier de « *services susceptibles de nuire à sa réputation* ».

Mais les activistes du monde entier ont exprimé le désir de maintenir la pression sur la société aussi longtemps qu'elle resterait complice des violations des droits de l'homme des Palestiniens.

Des étudiants se sont battus

Partout aux **États-Unis**, des étudiants universitaires ont continué à mobiliser en faveur des droits des **Palestiniens** en dépit de la répression croissante appliquée par les administrations et les groupes de pression pro-israéliens à

l'étranger.

Des résolutions de désinvestissement ont été passées à l'**Université Tufts de Boston**, à l'**Université du Michigan**, à l'**Université de l'État de Californie – Long Beach** et au **Collège communautaire de De Anza**, en Californie.

Une résolution adoptée par des étudiants de l'**Université de Wisconsin-Madison** a été votée à l'unanimité en vue de soutenir une autre résolution de masse appelant l'université à laisser tomber ses liens avec des sociétés tirant profit des incarcérations massives, du vol de terres indigènes, de la violence policière, du mur frontière entre les **États-Unis** et le **Mexique**, des injustices économiques à l'encontre des personnes de couleur et des violations des droits humains des **Palestiniens** par **Israël**.

À **New York**, des étudiants de l'**Université Fordham** ont argué de violations de leurs droits pour s'organiser et se réunir en un tribunal, défiant ainsi la décision d'un administrateur d'interdire l'association **Students for Justice in Palestine** (*Étudiants pour la Justice en Palestine*).

Et, au **Royaume-Uni**, la **Semaine de l'apartheid en Israël**, une série d'événements mondiaux annuels censés conscientiser autour de la politique d'apartheid d'**Israël**, a eu lieu sur plus de 30 campus universitaires à travers tout le pays, malgré une campagne de répression soutenue par le gouvernement.

Des défis à la législation anti-BDS

Deux procès au niveau fédéral ont été intentés par l'**American Civil Liberties Union (ACLU – Union américaine des libertés civiles)**, en vue de contester la constitutionnalité fondamentale des lois anti-BDS des **États** à titre individuel et de la fédération des **États**.

Les groupes de pression pro-israéliens ont intensifié leur promotion des législations visant à museler la liberté d'expression et à créer une liste noire des partisans des droits palestiniens. Au 23 décembre, 23 États avaient adopté des lois anti-**BDS**.

Un projet de loi – contre le boycott d'**Israël** – est également en attente au **Congrès** et pourrait infliger d'importantes amendes et de longues peines de prison aux sociétés et à leur personnel si on juge qu'ils abondent dans le sens d'un boycott d'**Israël** ou de ses colonies réclamé par une organisation internationale.

En octobre, un procès a été intenté contre l'État du **Kansas** au nom d'une professeure de mathématiques de l'enseignement supérieur, **Esther Koontz**, qui participe au boycott de la consommation de produits israéliens.

Koontz est membre de l'***Église mennonite des États-Unis***, qui a fait passer une résolution de désinvestissement des sociétés qui tirent profit des violations des droits palestiniens.

En décembre, selon l'**ACLU**, un autre procès a été intenté contre l'État de l'**Arizona** au nom d'un homme de loi ayant un contrat avec le gouvernement afin de fournir des conseils juridiques à des personnes emprisonnées. L'homme participe au boycott d'**Israël**.

En **Oregon**, trois projets de loi séparés visant le mouvement **BDS** n'ont pas bénéficié d'une audition, suite à des pressions constantes des activistes des droits de l'homme et des dirigeants religieux de l'État.

Les projets étaient soutenus par des groupes communautaires juifs qui s'organisent dans tout le pays pour combattre le mouvement en faveur des droits palestiniens.

Des activistes déclarent que l'échec de ces projets de loi devrait encourager les participants aux campagnes à riposter à

d'autres mesures anti-BDS des autorités des États et du Congrès américain.

Nora Barrows-Friedman est corédactrice en chef de *The Electronic Intifada*, et elle est l'auteure de *In Our Power : US Students Organize for Justice in Palestine* (*En notre pouvoir : Des étudiants américains s'organisent pour la justice en Palestine*) (Just World Books, 2014).

Source: [The Electronic Intifada](#)

Traduction : Jean-Marie Flémal pour [Plate-forme Charleroi Palestine](#)

Air Canada résilie son contrat principal avec Israel Aerospace Industries

Le 1er novembre 2017, nous avons été informés par écrit par la direction d'Air Canada que le contrat de 5 ans avec Israël Aerospace Industries Bedek Group pour la maintenance lourde de ses biréacteurs B767 avait été résilié. Ce contrat, estimé à des dizaines de millions de dollars, devait durer jusqu'en mars 2019.

Air Canada n'a présenté aucune raison pour abandonner le contrat, sauf pour dire que cela était dû à une pratique consistant à examiner ces «arrangements de façon régulière» avec tous les fournisseurs de services. Air Canada a également affirmé dans sa lettre que ce processus s'était déroulé au début de 2017 et que le contrat avait été transféré à «un

autre fournisseur en Amérique du Nord».

Cependant, nous devons souligner que cette nouvelle information n'a été publiée qu'après le lancement de notre campagne #AirCanadaComplicity et qu'elle a reçu un soutien croissant tant au Canada qu'à l'étranger. Les syndicats représentant des centaines de milliers de membres (et leurs familles) ont adhéré à la nouvelle lettre ouverte, tout comme des groupes dans d'autres pays, de la Norvège à l'Australie en passant par la France et l'Irlande. La lettre ouverte était une version abrégée d'une lettre officielle antérieure à Air Canada, envoyée quatre mois plus tôt, qui n'avait reçu ni accusé de réception ni réponse.

Air Canada a également déclaré dans sa lettre qu'elle avait encore un contrat plus petit avec IAI où «conformément aux règlements de sécurité internationaux qui s'appliquent à tous les transporteurs, Bedek fournit un ingénieur aéronautique certifié pour effectuer un contrôle qui est requis sur les avions avant le départ de vols de retour réguliers au Canada». Toutefois, ils ont noté que si des problèmes de fond sont décelés lors de ce contrôle, Air Canada envoie ses propres employés pour effectuer le travail.

Ils n'ont pas abordé la question des produits alimentaires Sabra faisant partie du menu à bord de certains vols.

Cependant, la Coalition canadienne BDS est heureuse que l'élément le plus significatif, c'est-à-dire, la participation d'Air Canada à Israel Aerospace Industries soit terminée. Compte tenu de la publicité récente que l'IAI a reçue dans la presse internationale au cours des derniers mois, il n'est pas surprenant que toute entreprise veuille se distancer d'un tel partenaire. Premièrement, nous avons entendu parler d'une filiale d'IAI participer à la construction du mur frontalier américano-mexicain. La semaine dernière, la presse israélienne a indiqué que l'IAI était l'une des 190 entreprises figurant sur la liste noire des Nations Unies pour violation du droit

international en commerçant dans les territoires palestiniens occupés.

Même si la question de l'impartition de la maintenance est toujours en cours et que nous continuerons de faire pression sur Air Canada pour le transport des produits Sabra et de leur petit contrat avec IAI, nous estimons qu'il s'agit d'une victoire nationale importante pour la campagne #AirCanadaComplicity. Nous remercions tous nos partisans, ici au Canada et à l'étranger, qui ont fait la différence en montrant que la justice pour les Palestiniens peut être atteinte. La volonté collective et les efforts de nos puissants mouvements pour la justice sociale ne peuvent être niés!

Source: [Canadian BDS Coalition](#)